



BURKINA FASO-ALGÉRIE, AUJOURD'HUI À 17H AU STADE DE OUAGA

# Qualification au Mondial : la première manche

P.12/13



LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER



**BDL**  
Finance la PME

**BDL**  
une banque qui se modernise  
pour mieux vous servir

# LIBERTÉ

**BDL**  
Finance les  
Professions Libérales

**BDL**  
une banque qui se modernise  
pour mieux vous servir

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - N° 6433 VENDREDI 11 - SAMEDI 12 OCTOBRE 2013 - ALGÉRIE 15 DA - FRANCE 1,30 € - GB 1 £ 20 - ISSN 1111-4290



PROJETS DU GROUPE CEVITAL AU SOUDAN

# Le ministre de l'Agriculture soudanais se dit "très optimiste"

P.4

INVESTISSEMENT, PLACE DU PRIVÉ, LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

# Tripartite : des promesses en attendant les actes

P.2/3



IL ANNONCE DES INSPECTIONS SANS PRÉAVIS

# Le ministre de la Santé veut mettre fin aux pénuries de médicaments

P.9

ENFANTS ATTEINTS DE PARALYSIE CÉRÉBRALE

# Les parents interpellent les autorités

P.8

LES IMPORTATIONS, LA RENTE, LES DÉPENSES PUBLIQUES, LES RESSOURCES HUMAINES ET LA BUREAUCRATIE

# Ce qu'en pensent les experts

Les représentants de Nabni, de Care ainsi que les économistes ayant pris part à la tripartite de jeudi ont tous salué les promesses du gouvernement. Mais ils n'ont pas un même avis sur les questions économiques essentielles.

La participation des économistes, du collectif Nabni et du think tank Care (Cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise) à la 15<sup>e</sup> tripartite a donné une tonalité particulière à la rencontre. Slim Othmani, intervenant au nom du Care, a mis le focus sur cinq points. Le patron de NCA Rouiba estime que promouvoir l'idée de croissance et de diversification qui s'accompagneraient d'une baisse des importations est irréaliste. *"En menant la campagne médiatique soutenue autour de la facture d'importation, outre le fait d'induire le citoyen en erreur, en lui faisant croire que nous pouvons nous passer des importations, génère une peur panique dans le pays et une mise à l'index sans discernement de tous les acteurs économiques et particulièrement les acteurs privés"*, estime M. Othmani. Selon lui, *"la qualité et la forme des importations (on importe de l'ail et du raisin) ainsi que la qualité et la structure de notre croissance tirée par l'agriculture et la dépense publique sont de réelles pistes d'ajustement et d'amélioration à explorer avant de s'aventurer sur des voies passées dont les effets ravageurs sur l'économie ne sont plus à démontrer, couronnés par plus de bureaucratie et plus de corruption"*. *"Oui, 60 milliards de dollars, c'est beaucoup d'argent mais qu'allons-nous dire à nos compatriotes quand, pour soutenir une croissance de 7%, nos importations passeront probablement le cap des 100 milliards de dollars?"*, s'interroge M. Othmani. *"La tentation protectionniste nous fait parfois perdre le sens des réalités et nous fait oublier la nécessité économique et stratégique, même au sens politique, d'un ancrage de l'Algérie à l'économie mondiale"*, estime le représentant de Care, se disant rassuré par le discours du Premier ministre. Slim Othmani a, par ailleurs, appelé le gouvernement à accorder une plus grande attention au secteur des services qui, malheureusement, *"évolue aujourd'hui en marge du système réel"*. Le patron de NCA Rouiba a demandé, également, au gouvernement de donner un *"peu plus de considération à la diaspora algérienne établie à l'étranger"*. M. Slim estime que la diaspora algérienne peut, indiscutablement, contribuer à accélérer la diversification de notre économie. Le représentant de Care a, aussi, plaidé pour la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), *"véritable catalyseur de l'informel"* et plus de TIC, d'information et de e-administration. Le collectif Nabni, pour sa part, a préconisé *"un pacte national devant aboutir à des mesures contraignantes sur les dépenses publiques et l'utilisation de la rente"*. Il souligne, dans ce cadre, la nécessité de s'engager à couper progressivement *"le cordon de la rente"*. Entre



autres, inscrire dans la Constitution *"une règle d'or"* budgétaire qui limite progressivement la part du budget de l'État provenant de la fiscalité des hydrocarbures, jusqu'à la ramener à zéro en vingt ans. Une proposition que ne partage pas l'économiste Mustapaha Mekidèche. Pour ce dernier, *"arrêter les hydrocarbures comme source de financement du pays serait une erreur grave"*. Cela devra passer par la diversification de l'économie. Mustapaha Mekidèche estime que l'Algérie a arrêté la désindustrialisation, mais *"des contraintes lourdes continuent de contrecarrer la diversification de l'économie"*. Il évoque, entre autres, la viscosité et la désorganisation des marchés. *"Nous n'avons pas de marchés organisés"*, a-t-il relevé. M. Mekidèche souligne également la nécessité des évaluations sur l'efficacité des politiques publiques. *"Malgré les niveaux des dépenses publiques, nous n'avons qu'une croissance molle"*, a-t-il constaté, soulignant *"une insuffisance"* dans les ressources humaines. *"S'il n'y a pas d'amélioration dans la qualité du capital humain, nous ne pourrions pas réussir ce nouveau régime de croissance"*, a averti l'expert. Le professeur Abdelhak Lamiri abonde dans le même sens. *"Les facteurs-clés de réussite d'une entreprise ou d'une nation c'est l'intelligence hu-*

## Malaise chez le patronat

La lecture de la déclaration commune de la Coordination patronale par le président de la CGEA, Habib Yousfi, citant le FCE comme un des signataires de la déclaration, alors que cette association patronale a annoncé, quelques jours auparavant, son retrait de la coordination, a suscité des interrogations chez les journalistes et même chez certains membres du forum présents dans la salle de réunion.

En marge de la rencontre, Réda Hamiani a indiqué que son organisation n'a pas signé la déclaration, mais il a préféré *"ne pas ajouter de l'huile sur le feu"*. En tout état de cause, la Coordination patronale estime que les mesures initiées au cours des derniers mois pour améliorer le climat économique constituent une avancée, mais elles resteront cependant insuffisantes si elles ne sont pas accompagnées de changements profonds dans le fonctionnement même des administrations et autres institutions et si elle ne sont pas adossées à un cadre de mise en œuvre organisé où chaque acteur doit clairement assumer ses responsabilités. Le Premier ministre a répondu que la lutte contre la bureaucratie figure parmi les priorités du gouvernement, rappelant, à ce titre, la création d'un ministère chargé de la Réforme du service public.

*"Il faut qu'on se le dise, derrière tout acte bureaucratique, il y a une recherche de corruption. Cela ne peut plus durer. Il faut y mettre un terme. La bureaucratie freine l'économie nationale"*, a reconnu M. Sellal. Il annoncera, par ailleurs, le changement prochain du statut de l'Andi, de sorte à en faire un outil de développement. *"L'Andi ne peut plus se permettre de se comporter comme un guichet bureaucratique"*, souligne le Premier ministre.

M. R.

ILS DEVRONT PRÉSENTER LEURS RAPPORTS DANS TROIS MOIS

## Mise en place de cinq groupes de travail

Le Premier ministre a annoncé, jeudi, à la clôture de la tripartite, la mise en place de cinq groupes de travail. Le premier groupe est chargé d'élaborer le pacte économique et social de croissance dans un délai qui ne saurait excéder les trois mois. Le deuxième groupe proposera les modalités de la contribution du Fonds national d'investissement (FNI) au financement de l'investissement national public et privé. Un autre groupe se penchera sur l'encouragement de la production nationale dont, éventuellement, les modalités d'octroi de crédits à la consommation pour les produits locaux. Le quatrième groupe est chargé de l'encadrement des actes de gestion. Le cinquième et dernier groupe est chargé de proposer les modalités facilitant l'intervention des entreprises nationales du BTPH dans la réalisation du programme national d'équipement.

M. R.

INVESTISSEMENT, PLACE DU PRIVÉ, LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

# Tripartite : des promesses en attendant les actes

*"Les emplois sont créés surtout par la dépense publique. Cela ne peut plus continuer", a affirmé M. Sellal, relevant que la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures a atteint un niveau critique qu'il s'agit de réduire.*

**"C**e n'est pas important où nous allons, le plus important est d'y aller ensemble. Nous devons recouvrir définitivement la confiance entre nous et entre tous les Algériens. Rien ne doit nous séparer", a déclaré, jeudi à la résidence Djenane El-Mithaq, à Alger, le Premier ministre Abdelmalek Sellal à l'ouverture de la 15<sup>e</sup> tripartite, complètement différente, du point de vue forme et contenu, des précédentes tripartites. Pour le Premier ministre, l'urgence est de forger un consensus autour de la démarche économique prônée par le gouvernement. L'objectif a été atteint. "Les dirigeants des organisations patronales ont apporté leurs soutien et appui à la démarche économique du gouvernement et ont manifesté leur disponibilité à relancer l'économie nationale", a souligné le communiqué distribué à la presse à l'issue de la rencontre. Même si aucune grande décision n'a été annoncée, le discours de Sellal a rassuré tous les partenaires, les patrons, l'UGTA et même les nouveaux entrants, Nabni, Care et les experts.

## "La réindustrialisation de l'Algérie doit être le moteur de la croissance"

Abdelmalek Sellal a indiqué que "la réindustrialisation de l'Algérie doit être obligatoirement le moteur d'une croissance forte et saine". L'objectif est d'atteindre une contribution du secteur industriel au produit intérieur brut (PIB) d'au moins 10%. Le Premier ministre a reconnu que notre pays ne crée pas suffisamment de richesses et d'emplois durables. "C'est une réalité. Les emplois sont créés surtout par la dépense publique. Cela ne peut plus continuer", a affirmé M. Sellal, relevant que la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures a atteint un niveau critique qu'il s'agit de réduire. "Les équilibres globaux du pays ne sont pas remis en cause", a rassuré le Premier ministre, mais "cela perturbera l'avenir de l'Algérie".

Abdelmalek Sellal a plaidé pour la mise en place d'une industrie moderne est compétitive, pour promouvoir une large diversification des exportations et une baisse des importations. Cependant, estime-t-il, une politique de substitution des produits locaux aux produits importés, si elle est nécessaire, n'est pour autant pas suffisante. L'enjeu majeur pour l'Algérie est de disposer d'une économie diversifiée qui réponde à la demande intérieure tout en s'insérant, à travers les exportations, dans les échanges internationaux. "Une économie autocalibrée n'est pas viable dans le contexte actuel", a ajouté le Premier ministre, évoquant les raisons de l'échec de l'expérience d'industrialisation des années 1960 et 1970. Du coup, a-t-il indiqué, la nouvelle politique industrielle doit rompre avec certains choix, tels que la focalisation excessive sur le marché local, maintenir les entreprises publiques sous l'emprise des administrations et les charger de l'essentiel de l'investissement industriel. M. Sellal explique qu'"une économie forte est une économie qui a des entreprises compétitives, capables de résister à la concurrence des importations et d'exporter", invitant les opérateurs économiques "à améliorer

quantitativement et qualitativement leur production". Le gouvernement s'attelle à encourager l'émergence de champions économiques dans les filières et activités dans lesquelles notre pays dispose d'atouts, citant la pétrochimie, la sous-traitance industrielle.

## "L'entreprise privée, un bien indispensable, non un mal nécessaire"

Abdelmalek Sellal veut placer l'entreprise algérienne, publique, privée ou mixte, comme acteur principal de la transition "graduelle" d'une économie de rente à une économie productive. "L'entreprise est pour l'économie ce que la famille est pour la société", a indiqué le Premier ministre en s'adressant aux patrons. "L'entreprise privée ou à capitaux privés n'est pas un mal nécessaire, mais un bien indispensable", a ajouté M. Sellal, déplorant le fait qu'"on continue encore de s'interroger sur la place et le rôle de l'entreprise, et certains voudraient même que ce soit à l'État de les définir". Abdelmalek Sellal trouve même "absurde du point de vue de la logique économique de limiter le rôle de l'entreprise privée, de l'assigner à des activités prédéterminées ou de limiter le capital dont elle voudrait se doter". "L'entreprise privée fait partie de l'entreprise nationale. Elle est l'un des acteurs de notre économie", a assuré M. Sellal.

Pourtant, sur le terrain, certaines activités demeurent totalement fermées au secteur privé national, alors qu'elles sont ouvertes aux étrangers et au secteur public : le secteur bancaire, le transport aérien, le transport maritime, les cimenteries... Le Premier ministre indique que la politique d'investissement que le président de la République veut impulser sera le fait des banques et des entreprises, affirmant que le gouvernement est conscient des entraves et obstacles qui continuent de décourager ou de freiner les projets d'investissements. "Nous intensifions nos efforts pour combattre la bureaucratie, les passe-droits, simplifier les procédures... qui rendent complexe le passage d'un projet à sa phase de réalisation", a promis le Premier ministre.

## Le Crédoc et la règle 51/49 maintenus

Abdelmalek Sellal a, par ailleurs, évoqué le rôle des entreprises publiques qui ont réalisé des investissements lourds. Le Premier ministre a révélé que le secteur industriel public a enregistré une croissance de 10,8% de sa valeur ajoutée durant les huit premiers mois de l'année en cours. Il a appelé les entreprises publiques à envisager des partenariats avec des entreprises leaders dans leur domaine. "L'État les aidera et veillera à élargir leur marge de manœuvre et leur autonomie avec une forte sécurisation des cadres", s'est engagé le Premier mi-



Le discours de Sellal semble avoir rassuré tout le monde : l'UGTA, le patronat et les experts.

nistre. "Nous veillerons fortement à la sécurisation des cadres, mais j'attends d'eux, dans un acte de confiance mutuel, une plus grande implication", a-t-il précisé.

Le Premier ministre a, par ailleurs, indiqué que la conception de l'économie de marché prônée par son gouvernement, et qui découle des orientations du chef de l'État, "est très éloignée de l'ultralibéralisme".

"Nous veillerons au patriotisme économique. Certains nous reprochent le 51/49, mais cette règle a protégé notre économie et continuera à la protéger", a-t-il souligné.

En d'autres termes, le Premier ministre a exclu toute remise en cause de cette règle régissant l'investissement direct étranger. "Nous ne gérons plus l'économie par des injonctions administratives. Les règles économiques pré-

valeront au niveau du marché", a promis Sellal. "Nous n'interdirons rien aux Algériens, sauf ce qui est interdit, mais nous contrôlerons sévèrement nos importations", a-t-il ajouté, excluant, également, la remise en cause du Crédoc. Cependant, le Premier ministre a évoqué l'allègement de ce mode de financement des importations.

MEZIANE RABHI

## L'ÉDITO

PAR OUTOUDERT ABOUS  
abousliberte@gmail.com

## L'entreprise au cœur des débats

**"L'essentiel est de montrer la volonté politique de l'État d'entrer dans la gouvernance économique et jouer la transparence."**

Les travaux de la tripartite, qui s'est déroulée, selon les participants, dans un climat sincère, ont été empreints d'un consensus partagé par toutes les parties. Une chose est sûre : ce ne sont pas les propositions qui ont manqué ni l'imagination pour voir enfin le pays entrer de plain-pied dans une ère économique, déterminante pour l'avenir. Un avenir proche qui fait peur si une réelle refondation de la sphère économique, basée sur l'entreprise, élément crucial et indispensable, n'est pas engagée au plus vite. Les défis à relever pour l'Algérie de 2020 risquent de nous prendre au dépourvu à force de tergiverser sur une stratégie qui n'arrive pas à être définie, pour cause, jusque-là, d'un comportement autoritaire de l'État. Parmi ces défis, le problème de l'emploi, la diversification de l'économie qui passerait d'abord par une étape d'autosuffisance et la sécurité alimentaire dans un monde en mutation avec des pays émergents en pleine expansion.

L'avancée de cette rencontre est l'accord unanime des différents participants à placer l'entreprise au cœur des débats. De là, les méthodes peuvent être trouvées, les causes des échecs précédents scannés, et les propositions sont nombreuses. Il reste, cependant, un facteur important à définir rapidement : quelle place voudrait prendre l'État ? La question suscite hésitations et tergiversations. Pour le FCE, l'État devrait se limiter, et ce n'est pas peu, à être "un incitateur de progrès et un régulateur". Pour le think tank Nabni, il est difficile de construire sans un accès à l'information publique et sans transparence des états financiers des institutions et des entreprises publiques et privées.

Il n'en demeure pas moins que le premier challenge à relever pour donner plus de crédibilité à cette concertation est l'utilisation obligatoire du chèque pour toutes les transactions commerciales. Qu'importe le montant, l'essentiel est de montrer la volonté politique de l'État d'entrer dans la gouvernance économique et jouer la transparence. C'est une façon de se déterminer quant aux choix des partenaires avec lesquels il faudra faire route, ensemble, vers l'avenir. La bataille avec les barons de l'informel qui vivent d'importations sera rude et cruelle, mais ce n'est qu'à ce prix que l'on jugera de la force d'un État. Et de la justesse de ses options. ■

PROJETS DU GROUPE CEVITAL AU SOUDAN

# Le ministre de l'Agriculture soudanais se dit "très optimiste"

Le P-DG du groupe Cevital, Issad Rebrab, a reçu, jeudi dernier, le ministre soudanais de l'Agriculture et de l'Hydraulique, Abdelhalim Ismaïl El-Moutaâfi.

Le patron de Cevital a fait visiter à son hôte et à la délégation qui l'accompagnait les raffineries de sucre, d'huile et autres unités de production, dont la margarinerie, ainsi que les 24 silos de graines de 5 000 tonnes chacun et les silos de 80 000 tonnes de sucre blanc, "le plus important au monde où tout est automatique", a tenu à préciser Issad Rebrab.

Si le ministre soudanais a émis le vœu de visiter les installations de Cevital, c'est parce que les autorités de son pays sont en pourparlers avec les dirigeants du groupe depuis deux années maintenant, dans l'espoir de voir installé le leader algérien de l'agroalimentaire dans leur pays. Le ministre soudanais a affirmé que quelque 50 hectares de terrain sont d'ores et déjà mis à la disposition du groupe.

"On peut même leur accorder davantage", a indiqué Abdelhalim Ismaïl El-Moutaâfi. Vous savez, le Soudan a plus de 700 km de côtes. Cevital pourra même avoir son propre port. On est très ouvert." Le ministre soudanais, qui a réaffirmé les relations politiques singulières qu'entretennent les deux pays, espère, avec cette première expérience, passer à une coopération mutuellement fructueuse. Et les capitaux des entreprises peuvent être détenus à 100% par Cevital, qui franchira alors un grand pas vers l'international.

Le P-DG du groupe Cevital confirme, ainsi, si besoin est, son cap africain, d'autant que les Soudanais veulent produire à long terme quelque 12 millions de tonnes de sucre. Aujourd'hui, le pays, a expliqué le P-DG du groupe algérien, compte six sucreries qui produisent 700 000 tonnes de sucre. "Et c'est un sucre de moindre qualité qu'on ne peut utiliser dans le Coca-Cola par exemple. C'est le sucre exporté par Cevital qui est utilisé. C'est à partir de là qu'ils nous ont demandé de les assister dans les activités sucrières et dans la trituration des graines oléagineuses, etc.", précise-t-il.

Avec ces investissements à l'export, le

patron de Cevital espère sécuriser les approvisionnements du groupe et, par la même occasion, la sécurité alimentaire de notre pays. L'un des trois défis auxquels il faudra faire face : le premier est celui de l'emploi — l'Algérie aura à l'horizon 2020 dix millions de nouveaux chômeurs — ; le deuxième est en rapport direct avec la croissance démographique — l'Algérie atteindra en 2025 quelque 50 millions d'habitants —, alors que les hydrocarbures vont baisser, les importations vont augmenter, d'où l'importance de diversifier l'économie nationale ; le troisième défi est en rapport direct avec le deuxième défi. Il s'agit de celui de la sécurité alimentaire. Il a évoqué le cas du Vietnam, qui, en 2007, a connu une mauvaise récolte de riz. Cela a provoqué, a rappelé Issad Rebrab, des émeutes de la faim au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso. En 2008, c'était la Russie qui avait vu sa production de blé baisser en raison de l'incendie ayant ravagé les récoltes. Conséquences : les prix ont augmenté de 250%.

Mais la conquête de l'Afrique n'est pas une sinécure. Il faudrait l'aval de la Banque d'Algérie. Reste donc à obtenir l'autorisation des pouvoirs publics algériens pour passer à l'action. Pour l'instant, aucun signal positif n'y a été transmis. "La loi sur la monnaie et le crédit permet, en théorie, à des opérateurs algériens de pouvoir exporter des devises pour les investissements à l'étranger. Malheureusement, nous n'avons toujours pas obtenu l'autorisation des autorités", a déploré le P-DG du groupe.

Toutefois, le patron de Cevital n'exclut pas le recours à des financements externes. "Dans le cas de notre projet au Soudan, à titre d'exemple, les Brésiliens sont tout à fait disposés à nous faire crédit. Sans suite des autorités algériennes, nous allons nous endetter auprès des institutions financières internationales (brésiliennes, chinoises, européennes), voire même auprès de fonds d'investissement étrangers."

MOUSSA OUYOUGOUTE



Le ministre soudanais de l'Agriculture a rendu visite aux installations de Cevital afin de lancer des projets de coopération.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À ADDIS-ABEBA

## "L'Algérie demeure totalement engagée envers l'Afrique"

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, commissaire sortant à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA), a réaffirmé, jeudi à Addis-Abeba, l'engagement "total" de l'Algérie envers l'Afrique. "Le fait que le président Bouteflika ait choisi le commissaire à la Paix et à la Sécurité à l'UA au poste de ministre des Affaires étrangères est une claire réaffirmation de l'engagement total de l'Algérie envers l'agenda et la destinée du continent africain singulièrement en ce cinquantième anniversaire de l'UA", a déclaré M. Lamamra, lors d'une réception organisée en son honneur au siège de l'UA à l'initiative de l'ambassade d'Algérie dans la capitale éthiopienne. La cérémonie, marquée par la présence de plusieurs ministres africains des Affaires étrangères, d'ambassadeurs et de personnalités africaines, a été l'occasion pour M. Lamamra de "faire ses adieux" à tous ceux qui l'ont accompagné dans son périple africain au sein du commissariat à la Paix et à la Sécurité de l'UA. La présidente de la Commission de l'UA, Mme Nkosazana Dlamini Zuma, a rendu à cette occasion un vibrant hommage à M. Lamamra dont elle a loué "les services" ainsi que sa contribution à la conception et à la mise en œuvre de l'action africaine, notamment en matière de paix et de sécurité dans différentes régions du continent. Elle a également mis en exergue le rôle "important" de l'Algérie au sein de l'UA ainsi que ses engagements panafricains "constants". M. Lamamra a occupé le poste de commissaire à la Sécurité et à la Paix de l'UA de 2008 à 2013.

APS

## ÉVÈNEMENTS D'OCTOBRE 88

### La lettre de neuf avocats du barreau d'Alger au président Chadli

Cette lettre est écrite le 12 octobre 1988 par un collectif d'avocats (voir signatures en fin de texte) au président Chadli Bendjedid pour l'interpeller sur la réponse violente et sanglante apportée par le pouvoir en place à la révolte des jeunes d'Octobre 1988.

Monsieur le Président,

Durant la semaine écoulée nous assistions, impuissants et désespérés, à la mort de centaines d'Algériens consécutive aux douloureux événements subis par le pays et aux mesures de rétablissement de l'ordre qui s'en suivirent.

Ainsi le sang de la jeunesse algérienne a coulé. Dans cette étape difficile, vous avez sollicité le soutien des citoyens. Nous pensons apporter la plus efficace des aides possibles en exprimant ce que nous croyons être la vérité, évitant une fois pour toutes le discours flatteur ou les acquiescements intéressés que d'autres ont cru devoir manifester aux régimes successifs, pour le plus grand malheur de notre peuple. Il n'est pas de citoyen conscient qui ne ressente au fond du cœur la blessure grave infligée par la fin tragique de ces adolescents et la détérioration incalculable de notre patrimoine national. Cette même conscience nous dicte d'en rechercher les véri-

tables causes pour en éviter la terrible répétition. Dans votre message du 10 octobre, vous avez, Monsieur le Président, évoqué certaines raisons, qui sont autant de mobiles, sans être pour autant des justifications de ce qui est advenu. Insuffisances dues aux catastrophes naturelles, à la sécheresse provoquant la baisse dans la production agricole, à la crise mondiale entraînant la chute du prix des hydrocarbures et, par voie de conséquence, celle des revenus de la nation aggravée par la dette publique, à une croissance démographique non maîtrisée.

Certes, ces facteurs conjugués expliquent la pénurie générale actuelle peu supportable pour la plupart des familles aux revenus déjà faibles et rongés par l'inflation. Pour la jeunesse, le chômage inavoué et un avenir sans espoir, constituent le lot de la grande majorité.

Voilà qui expliquerait, semble-t-il, l'explosion de la dernière semaine. Elle n'aurait, cependant, revêtu ce caractère anarchique et destructeur si les

manifestants avaient réellement eu la possibilité de dire librement leur malaise et leurs opinions dans les formes pacifiques que toute législation des pays démocratiques se doit de prévoir. Le mal est donc plus profond et plus lointain.

Monsieur le Président, si nous tenons à faire en toute objectivité notre autocritique comme vous l'avez clairement souligné dans votre message, force est de reconnaître que depuis 26 ans, le peuple algérien, dans ses différentes composantes, n'a jamais eu la faculté de s'exprimer librement. Nous avons cru devoir sacrifier la naturelle diversité d'opinions, à un unanimité de façade ou un monolithisme imposé, et cela en vue d'une hypothétique efficacité. Si l'unité de conception avait été un facteur indispensable durant la guerre d'Indépendance — car une direction divisée n'aurait su parvenir à ses buts — aujourd'hui, une opinion captive dans un pays libéré ne saurait valablement éclairer l'État sur les réels désirs du peuple. Nul groupe dans un pays démocratique

ne saurait s'attribuer le monopole de la pensée ou de son expression, ni celui du choix exclusif des gouvernants.

C'est pourquoi, les avocats qui, durant la guerre de Libération dans les rangs du FLN, et certains au péril de leur vie, défendirent le droit à l'Indépendance nationale, ont maintenant le devoir de dire que l'avènement des libertés individuelles est nécessairement conditionné par le respect du pluralisme démocratique. Confiants dans la détermination du chef de l'État, ils l'assurent de leur soutien dans la promotion de telles réformes.

ALGER, LE 12 OCTOBRE 1988

Amara, Belhocine, Bentoumi, Bouzida, Haroun, Menouer, Rebbani, Tayebi, Zertal...  
Avocats au barreau d'Alger et à la Cour suprême d'Algérie

UNIVERSITÉ DE  
BISKRA**Session de formation sur la création de sites Web pour les étudiants**

■ Une session nationale de formation portant sur la création de sites Web, ouverte aux étudiants, a été lancée, jeudi, à l'université Mohamed-Khider de Biskra, dans le cadre de la manifestation "Les journées algériennes du Web", a-t-on constaté. D'une durée de trois jours, la session réunit quelque 500 étudiants de diverses spécialités, selon M<sup>lle</sup> Imene Hani-Mansour, membre du comité scientifique chargé de l'organisation de cet événement. Des cours théoriques sur la création de sites Web et de jeux vidéo sont assurés durant ces journées de formation organisées à la bibliothèque centrale par des encadreurs-experts d'Algérie, de France, de Tunisie, du Maroc et de Côte d'Ivoire, a ajouté M<sup>lle</sup> Hani-Mansour. Un concours portant sur la création du meilleur site Web pour les petites entreprises est également programmé durant ces journées algériennes du Web.

**AÏN TÉMOUCHENT**

Invitation de la presse écrite : choix sélectif ou omission ?

■ Si M<sup>me</sup> la wali ne peut pas assurer le transport pour tous les représentants de la presse écrite accrédités dans la wilaya d'Aïn Témouchent lors des visites de travail et d'inspection des ministres, le problème ne devait pas se produire en principe s'agissant de la couverture d'une réunion locale. Mardi dernier, le premier responsable de la wilaya a déclaré à la radio locale que la presse écrite a été invitée à couvrir la réunion qu'elle avait présidée le jour même, consacrée à la réhabilitation du service public. Qui a adressé ces invitations, puisque le représentant de Liberté ne l'avait appris que par le biais de la radio locale et... par hasard ? Alors, s'agit-il d'un choix sélectif ou tout simplement d'une omission ? La réhabilitation du service public ne doit pas se faire par la rétention de l'information.

LES JOURNALISTES ONT SUIVI LES TRAVAUX DE LA TRIPARTITE

**Sellal joue la transparence avec la presse**

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, veut apparemment jouer franc jeu avec la presse. Pour la première fois depuis l'existence de la tripartite, les représentants des différents organes de presse nationaux ont été autorisés à assister aux travaux de la réunion qui a regroupé gouvernement, patrons et UGTA, du début jusqu'à la fin. Auparavant, les journalistes étaient conviés à couvrir uniquement l'ouverture des travaux avant de

s'éclipser de la salle pour n'y revenir qu'au moment de la clôture lorsque les décisions ont été annoncées. "Cette fois-ci, les instructions du Premier ministre étaient claires. Contrairement à ce qui se faisait avant, nous allons permettre à la presse de suivre en toute transparence tous nos travaux", a-t-il expliqué dans son discours d'ouverture de la tripartite. Une initiative à saluer. Pourvu que ça dure...

ASSOCIATION MAGHRÉBINE DES SPORTS AUTOMOBILES

**Rallye des Lacs 2013**

■ Les 27 et 28 septembre 2013, s'est déroulé le rallye des Lacs à Casablanca. Cette manifestation, organisée par l'Association maghrébine des sports automobiles, en coordination avec la Fédération marocaine des sports automobiles, a vu la participation de Tunisiens, Français, Marocains et Algériens pour ce rallye de réguli-

été qui a relié Casablanca à Tiznit, soit une distance de 1 448 km.

Comme l'année dernière, la victoire sur les voitures de course est revenue au couple Dalila Azoug et Cherif Laradi, qui sont des cordons bleus dont le dernier officie au "Bon gibier".

PÈLERINAGE À LA MECQUE

**Une société israélienne assure... la sécurité !**

■ L'Arabie saoudite a confié à une société israélienne G4S la responsabilité des questions de sécurité concernant le pèlerinage à La Mecque. La filiale saoudienne a pris le nom d'Al-Majale G4S et opère en toute discrétion depuis 2010. C'est en tout cas ce que révèle le journal libanais Al-Akhbar qui précise que le principal champ d'intervention de la société israélienne était auparavant les territoires palestiniens occupés.

Outre le périmètre de Djeddah, la société israélienne est chargée du périmètre de sécurité de l'aéroport de Dubaï aux Émirats. La société israélienne pourra ainsi disposer des relevés d'identité (empreintes digitales, photos d'identité, coordonnées de naissance) de tous les fidèles, de même que ceux des dizaines de milliers de passagers en transit à Dubaï.

MIS EN PLACE PAR DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

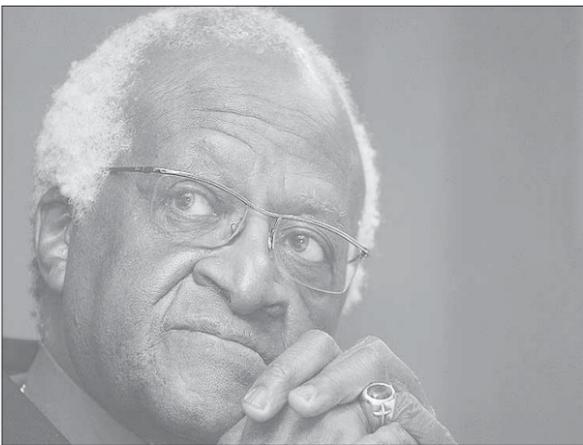
Un comité de soutien à Mouloud Hamrouche au Canada



■ Des Algériens établis au Canada viennent de mettre en place un comité de soutien à l'ancien Chef de gouvernement, Mouloud Hamrouche, en prévision de la course à la magistrature suprême prévue en 2014. Les concernés implorent le candidat malheureux à la présidentielle de 1999 à se présenter à la prochaine élection présidentielle d'avril 2014.

"Dans ce cadre et au regard des nombreuses menaces qui pèsent sur notre patrie avec, notamment, les tensions entretenues à nos frontières et des défis multiples à relever, il est indéniable que l'ancien Chef de gouvernement est un choix qui s'impose à nous tous", expliquent les auteurs de cette initiative.

ILS VEULENT SE RETIRER DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

**Desmond Tutu s'en prend aux dirigeants africains**

■ Les dirigeants africains militent en faveur d'un retrait de la Cour pénale internationale cherchant en réalité "un permis de tuer, de mutiler et d'opprimer" en toute impunité, a dénoncé, hier, le prix Nobel de la paix sud-africain, Desmond Tutu. Celui-ci a demandé aux leaders des 54 États membres de l'Union africaine (UA), dont certains estiment le continent traité de manière "injuste", de s'opposer à leurs homologues "les moins démocratiques", afin qu'ils ne quittent pas la CPI,

rappelant que l'Afrique avait participé à sa création, engageant des procédures et fournissant du personnel. "Le sommet d'aujourd'hui est un combat entre la justice et la violence brutale. Loin d'être un affrontement entre l'Afrique et l'Occident, c'est un affrontement entre Africains, pour l'âme du continent", a-t-il estimé. Il a lancé cet appel alors que les dirigeants de l'UA étaient réunis depuis hier à Addis Abeba pour un sommet consacré aux difficiles relations entre le continent et le tribunal.

VOL DE MOUTONS À QUELQUES JOURS DE L'AÏD EL-KEBIR

# Perte sèche pour les maquignons

Les enquêtes menées par les unités de la Gendarmerie nationale révèlent que 26 302 moutons ont été volés, causant un manque à gagner pour les maquignons et une perte sèche pour l'économie nationale.

Avec 1 523 affaires traitées, l'arrestation de 1 064 personnes, dont 11 femmes, et le démantèlement de plus de 100 réseaux spécialisés dans le vol et la contrebande de cheptel, la GN tire la sonnette d'alarme à tel point où ce chapitre, désormais classé dans le registre d'une criminalité spécifique à l'atteinte à l'économie, constitue un véritable casse-tête pour les gendarmes-enquêteurs. Un rapport établi par la GN, "15 wilayas de l'Est, dont les wilayas frontalières Tébessa, Souk-Ahras et El-Tarf, assistent au phénomène de la contrebande de cheptel de manière flagrante en dépit des efforts fournis par les GGF". Ainsi, relève-t-on, pas moins de 7 908 têtes ont été volées. Les recherches effectuées ont abouti à la récupération de 3 272 moutons et à l'arrestation de 343 personnes impliquées (dont 144 ont été écrouées). Selon un document rendu public par la cellule de communication de la GN, ces affaires concernent notamment Tébessa (82 faits dont 25 résolus), suivie d'El-Tarf (68 faits dont 12 résolus) et de Batna (56 faits dont 17 résolus). Du coup, la carte criminelle de ce type de vol fait ressortir que les Hauts-Plateaux et les villes attenantes aux frontières sont les plus touchées. La GN a également traité des affaires similaires au centre du pays, avec 494 cas de vols de cheptel, induisant un préjudice de 7 876 têtes volées. Les enquêtes menées ont abouti à l'arrestation de 242 personnes, dont 94 écrouées, et la récupération de 2 264 têtes. Ces actes de



Les éléments de la Gendarmerie nationale ont démantelé une centaine de réseaux spécialisés dans le vol de cheptel.

vol ont notamment touché Médéa (85 faits), suivie de Djelfa (79 faits), Bli-da (55 faits) et Aïn Defla (51 faits). Suivront les wilayas de l'Ouest avec 401 vols de cheptel, induisant le préjudice de 8 683 têtes subtilisées de force aux éleveurs. Le traitement des plaintes ont abouti au règlement de

156 affaires, l'arrestation de 362 personnes, dont 159 écrouées et la récupération de 4 669 têtes. Sur les 12 wilayas de l'Ouest, Tlemcen (70 cas), suivie par Tiaret (56 faits), Mascara (48 faits) et Sidi Bel-Abbès (45 faits) sont les régions les plus touchées par ce phénomène. En revanche, ces cas sont

minimes au Sud-Est, avec 1 652 têtes volées, notamment à Biskra (36 faits), suivi par El-Oued avec 29 faits et de Laghouat avec 23 faits. Au Sud-Ouest également, seulement 16 cas signalés et 84 têtes volées. Face à cette situation, la gendarmerie a multiplié les opérations de contrôle et de recensement à

la veille de l'Aïd el-Kebir afin d'effectuer les procédures anticipatives nécessaires pour s'assurer de l'origine du cheptel destiné à l'abattage et, enfin, la multiplication des patrouilles dans les zones enclavées et réputées par une activité criminelle.

FARID BELGACEM

AÏD EL-ADHA

## Air Algérie renforce les capacités de ses vols domestiques et internationaux

La compagnie aérienne Air Algérie a annoncé, jeudi, le renforcement des capacités sur les vols domestiques et internationaux, à l'occasion de l'Aïd el-Adha. Selon un communiqué de la compagnie, sur le réseau international, il est prévu l'augmentation des capacités et un changement d'appareil sur la ligne de Marseille pour le 13 octobre. Quant au réseau domestique, Air Algérie annonce un changement d'appareils et une augmentation de la capacité sur le vol de Tamanrasset pour aujourd'hui. La compagnie prévoit également une augmentation de la capacité sur Adrar, un vol additionnel sur Batna et un remplacement du vol d'El-Bayadh par un vol sur Ghardaïa, ajoute le communiqué. Quant à la journée du 14 octobre, la compagnie compte l'augmentation des capacités du vol de Béchar, le remplacement de celui de Tiaret par un vol à destination de Batna et celui de Mechria par un vol sur Ghardaïa.

APS

## RÉSULTAT DE LA DÉMISSION DE L'ÉTAT ET DES ÉLUS SUR FOND D'EXASPÉRATION DE LA POPULATION

# L'action de protestation contre l'insécurité tourne à un affrontement à Oued Aïssi

L'action de protestation organisée, jeudi dernier, dans la région de Larbaâ Nath Irathen, à l'appel de la coordination des comités des villages qui voulaient dénoncer les agressions répétées à Oued Aïssi, dont la dernière a fait une dizaine de victimes, a failli tourner au drame sous la responsabilité entière des autorités, des services de sécurité et des élus locaux, qui assistaient, passifs et complaisants, à une telle situation. En effet, l'action de protestation qui devait consister en une grève générale ponctuée par un rassemblement devant le siège de la daïra de Larbaâ Nath Irathen, une action qui a d'ailleurs réussi à paralyser toute la région et qui a eu l'adhésion massive de la population, n'a pas tardé à finir en de violents affrontements en arrivant à Oued Aïssi, où un second rassemblement était prévu à la fin d'une marche de près de 20 km qui s'est ébranlée depuis la matinée de la ville de Larbaâ Nath Irathen.

C'est en arrivant devant le hameau Zarzara d'où sont, dit-on, originaires les agresseurs de dimanche dernier, que les affrontements ont eu lieu. Les membres de la coordination des comités des villages de Larbaâ Nath Irathen ont déploré la tournure qu'ont pris les événements, tout en expliquant que la foule, déjà en colère à la suite de l'agression du début de la semaine, et donc difficile à maîtriser, était devenue quasiment incontrôlable. Cela, après que des jeunes de Zarzara, ce hameau situé à proximité du barrage Taksebt, l'eurent arrosé de pierres, alors qu'elle se dirigeait vers

le lieu du second rassemblement. Les manifestants ont alors envahi le hameau en question et les affrontements ont fait, selon des sources sécuritaires, plus d'une dizaine de blessés au total. Évacués vers les différentes structures de santé de la région, certains blessés sont gardés en observation, affirment nos sources, qui déclarent qu'un véhicule a été également incendié. Les affrontements ont éclaté vers 11h, alors que les forces antiémeutes ne sont arrivées qu'après le retrait des manifestants, vers 14h, sur les lieux des affrontements relevant territorialement du secteur de la Gendarmerie nationale qui, elle, a préféré ne pas intervenir.

Il est à souligner que de tels débordements étaient prévisibles face au laxisme de l'État et à la population de la région, exaspérée par les agressions répétées à Oued Aïssi, qui avait affiché son intention de ne plus se laisser faire et, désormais, prendre son destin en mains, pour mettre fin à l'insécurité régnante quel que soit le prix à payer. Mais en dépit de cette intention affichée, les élus des communes de Larbaâ Nath Irathen et de l'APW, qui auraient pu jouer un rôle en amont pour apaiser les esprits, ont préféré désertier le terrain. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que les parties concernées, à savoir leurs représentants, ont été réunies au siège de la wilaya pour discuter de la situation et tenter de trouver des solutions. Cependant, un véritable drame a été évité par le fait du miracle et non de la gestion. Il est à rappeler qu'un affrontement similaire a été déjà évité de justesse grâce à l'implication des ex-élus,

il y a moins de deux ans, à la suite de l'agression de plusieurs citoyens et même de l'ex-garde du corps du wali dans le même endroit, mais voilà que la non-prise en charge des revendications sécuritaires de la population à l'époque a provoqué la même situation avec, en plus, des affrontements et leur lot de blessés.

En réaction aux affrontements de jeudi, les habitants du hameau Zarzara, dans la commune d'Irdjen, ont procédé, hier vendredi, à la fermeture de la RN15, afin de dénoncer l'envahissement de leur hameau par des manifestants en colère qui se dirigeaient vers Oued Aïssi pour tenir un rassemblement.

Tout en condamnant l'agression commise, dimanche dernier, par quelques jeunes de leur hameau sur un groupe de citoyens, qui a fait une dizaine de blessés, les habitants de ce hameau estiment que des dépassements ont été commis par des habitants qui n'ont aucun lien avec ladite agression et ont été passés à tabac. "Qu'a fait une vieille, un enfant et une jeune femme pour qu'ils soient tabassés à la place des agresseurs, et pourquoi ce saccage d'habitations de gens qui n'ont rien à voir avec ces agressions?" déplorent-ils, rappelant que les pouvoirs publics, notamment la gendarmerie locale, auraient pu éviter une telle situation. Pour rappel, cette fermeture de route intervient au lendemain de la réunion organisée par le wali, au cours de laquelle, les parties concernées se sont échangé des excuses.

S. LESLOUS

RÉUNION CE MATIN ENTRE LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET LE CNAPEST-ÉLARGI

# La grève sera-t-elle évitée ?

Décisive est le moins qu'on puisse dire sur la rencontre prévue aujourd'hui entre le ministère de l'Éducation nationale et les responsables du Cnapest-élargi.



Larbi Nouar, président du Cnapest-élargi.

mission des responsables qui négocieront ce matin au siège de la tutelle avec la délégation syndicale. Le conseil national avait déjà opté pour "une position radicale et intransigeante" et ne compte pas lâcher prise sans que la tutelle ne prouve concrètement sa bonne foi par des mesures fiables et non des engagements qui restent au stade de promesse : "Si la séance de travail débouche sur du nouveau dans la revendication sociale, c'est-à-dire s'il y a du positif, le conseil national sera convoqué dimanche pour décider de la suite du mouvement. Mais, s'il n'y a rien de concret, le conseil national ne sera pas convoqué", explique Messaoud Boudiba, joint hier par té-

léphone. Et de rappeler que c'est ce qui a été convenu lors de la dernière session où le retour à la protestation a été décidé.

Ce qu'il faut savoir, selon le chargé de communication, c'est que la journée de dimanche est "une journée de grève, et ce, quelle que soit l'issue de la réunion d'aujourd'hui. Seul le conseil national est habilité à évaluer les résultats de la séance de travail et à décider du maintien ou de l'arrêt de la grève ouverte". Autrement dit, tant que le CN n'a pas été convoqué, la protestation reste de mise, au grand dam des élèves pénalisés par un conflit qui ne les concerne pas.

MALIKA BEN

ÉDUCATION DANS LE SUD DU PAYS

## Le déficit en encadrement pallié

■ Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelatif Baba Ahmed, a affirmé, jeudi à Alger, que son département avait pallié le déficit en encadrement dans les matières scientifiques et les langues vivantes dans les régions du Sud, à l'exception de certaines zones éloignées. À une question d'un député, lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Baba Ahmed a affirmé que le déficit accusé en matière d'encadrement éducatif, pour les mathématiques, la physique et les langues vivantes dans les wilayas du Sud, a été pallié, à l'exception de certaines zones éloignées, et ce, à travers l'octroi aux encadreurs de plusieurs avantages sociaux et matériels. Concernant les régions

enclavées qui enregistrent un manque en matière d'encadrement pour les langues étrangères, du fait du refus des enseignants de s'y rendre, le ministre a indiqué que des logements de fonction seront mis à leur disposition. Dans ce contexte, le ministre a souligné que plusieurs conférences régionales ont été organisées dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux pour examiner les moyens à même de favoriser l'amélioration de l'encadrement et du niveau d'enseignement en général à travers des mesures incitatives matérielles et sociales, telles que le logement de fonction et les cantines scolaires qui ont été généralisées à toutes les écoles du Sud.

R. N./APS

"C'est officiel, le coordinateur national, Nouar Larbi, vient de recevoir une invitation pour une séance de travail au siège du ministère", nous a confirmé hier le chargé de communication du syndicat. Jeudi, alors que l'information à propos d'une réunion entre les deux parties en conflit s'est répandue via la presse, le chargé de communication s'est dit "surpris et étonné" car le syndicat n'avait pas été contacté. "Nous n'avons reçu

aucune invitation officielle au dialogue à moins que la tutelle ne se soit décidée enfin à nous lancer l'invitation via les médias", a soutenu Boudiba. Finalement ce n'est qu'hier matin que le Cnapest-élargi a confirmé la réception d'"une invitation officielle".

Cela dit, le retour de la stabilité dans les établissements scolaires, notamment les lycées, et l'issue de la grève ouverte décrétée depuis lundi dernier dépendra de ce que le département de Baba Ahmed proposera aujourd'hui à son partenaire social. En d'autres termes, lourde sera la

TOUT EN ASSURANT QUE LA RÉGION EST "AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS" DE L'EXÉCUTIF

## Sud : le gouvernement met en garde contre "l'instrumentalisation des problèmes"

"Le gouvernement met en garde contre l'instrumentalisation des problèmes des populations du Sud à des fins pouvant nuire à la région", a indiqué, jeudi à Alger, le ministre des Relations avec le Parlement, Mahmoud Khedri. Intervenant en marge d'une session plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux réponses orales, le représentant du gouvernement a fait remarquer que "certains veulent soulever les problèmes dans d'autres tribunes autre que le Parlement quand il s'agit du Sud, alors que le Parlement est justement l'espace idoine consacré à ce genre de situations ainsi qu'à toutes les questions nationales". Selon le membre du gouvernement, "le Sud est au

centre d'intérêt des pouvoirs publics depuis 1995, lorsque l'ancien président Liamine Zeroual a consacré 1% de la fiscalité pétrolière à ces régions". Les mesures adoptées par le gouvernement ces dernières années, explique-t-il, "ont permis de réduire à 50% la facture électrique des ménages des régions du Sud et le billet d'avion pour le déplacement du Sud vers l'Est". Intervenant en plénière dans le même ordre d'idées en réponse à une question orale à propos des mesures en faveur du développement des régions du Sud, Khedri, qui lisait la réponse du Premier ministre à la même question, a indiqué que le gouvernement a pris, depuis plusieurs années, une série de mesures pour le développement du Sud dans tous

les domaines. Dans le domaine agricole, le ministre expliquera que le gouvernement a décidé de mettre à exécution un programme complémentaire pour la période allant de 2012 à 2014 doté d'une enveloppe de 78,9 milliards de DA dont 10 milliards de DA ont déjà été dégagés au profit des walis. Le programme comprend tout autant l'aménagement et la préservation des terres sahariennes, le développement des activités d'élevage, la préservation de l'agriculture oasienne et l'augmentation des capacités de production agricole parallèlement à la consolidation de l'encadrement technique et administratif. Intervenant à propos des subventions à l'acquisition des équipements hydrauliques, le ministre a

noté que les dispositions prises récemment n'imposent pas de restrictions sur la superficie lors de l'octroi d'une aide publique. "Les wilayas du Grand-Sud bénéficieront de subventions allant jusqu'à 60% contre 50% pour les wilayas du Nord", a-t-il précisé à ce sujet. Dans ce cadre, il fera état d'une enveloppe de l'ordre de 3,512 milliards qui a été consacrée à 10 wilayas du Sud dans le domaine de l'électricité au titre de l'exercice 2012 en plus du programme complémentaire tracé pour les wilayas de Tamanrasset, de Biskra, d'El-Oued et de Laghouat pour la réalisation d'une ligne électrique sur 550 km, d'un coût de 1,775 milliard de DA. De même qu'il est question de 348 exploitants agricoles privés qui ont béné-

ficié de terres agricoles dans six wilayas, à savoir Ouargla, Tamanrasset, Ghardaïa, Adrar, Laghouat et Illizi, d'une superficie globale de plus de 40 hectares. Abordant les mesures incitatives prévues par le projet de loi des finances 2014, le ministre a essentiellement parlé de la prorogation à 10 ans de la période d'exemption d'impôts sur le revenu global imposée aux bénéficiaires des sociétés et de la taxe sur les activités professionnelles au profit des microentreprises ayant bénéficié de l'aide du Fonds spécial de développement des régions du Sud et créées dans le cadre des dispositifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et du Fonds national d'assurance-chômage.

N. M.

UN DÉCRET EXÉCUTIF RENFORCE L'ARSENAL JURIDIQUE DE LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

## La Cellule de traitement du renseignement financier dotée de nouveaux pouvoirs

L'Algérie a encore franchi un pas dans la mise en conformité de sa législation avec les conventions internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le nouveau décret exécutif n°13-318 du 16 septembre 2013 vient, en effet, renforcer la loi de 2005. En plus de fixer les modalités d'application de cette dernière, le décret offre de nouveaux pouvoirs à la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF). Créée en 2002, la CTRF était, en premier lieu, chargée de contrôler et d'identifier les opérations financières douteuses et leurs auteurs. Selon l'article 2 de ce nouveau décret, la CTRF peut, désormais, procéder au gel immédiat des fonds incriminés, et ce, pour une durée de 72h. Si les soupçons de malversation se confirment, le président du tribunal d'Alger peut, ensuite, décider du gel et/ou de la saisie du capital, pour

une durée d'un mois renouvelable. Les attributions apportées par ce décret octroient à la CTRF le rôle d'instance de surveillance, de coordination mais aussi celui de vecteur entre les autorités nationales et internationales en la matière. Le but étant d'établir et de mettre à jour régulièrement les listes de personnes et entités à surveiller. "La CTRF doit communiquer aux assujettis et autorités compétentes les listes récapitulatives et leurs mises à jour établies par les organes spécialisés des Nations unies", stipule en substance l'article 3. Ces listes sont ensuite transmises aux organismes financiers et autres autorités de contrôle des finances pour procéder aux vérifications nécessaires, comme précisé dans l'article 4. "Les assujettis doivent identifier les fonds et les biens des personnes et entités inscrites sur les listes sus-visées et communiquer immédiatement les résultats de leurs actions à la CTRF", est-il indiqué. De même,

cet article donne à la CTRF la possibilité de "s'opposer, à titre conservatoire et pour une durée maximale de 72 heures, à l'exécution de toute opération des personnes et entités inscrites sur les listes sus-visées". Dans le cas des personnes et entités sur lesquelles pèsent de fortes suspicions de financement d'actes de terrorisme, le président du tribunal d'Alger peut décider d'une plus longue période de gel et/ou de saisie. "Le gel et/ou la saisie de tout ou d'une partie des capitaux ainsi que leur produit, appartenant ou destinés à des terroristes ou à une organisation terroriste, peut être ordonné par le président du tribunal d'Alger, pour une durée d'un mois renouvelable", précise l'article 6 du décret. Ces dispositions légales et le nouveau pouvoir de la CTRF devraient renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'activité de cette cellule est, d'ailleurs, en constante aug-

mentation. C'est ce qu'a constaté M<sup>e</sup> Hafiz Chems-Eddine, avocat spécialisé en conseil pour les entreprises internationales qui investissent en Algérie. "Pour le premier trimestre 2008, la CTRF a été saisie de 40 dossiers de cas suspects de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, alors que pour toute l'année 2007, 66 dossiers lui ont été soumis et 38 en 2006", peut-on lire sur son blog. Par ailleurs, ce spécialiste note que dans 80% des cas traités par la CTRF, les déclarations de soupçons provenaient des banques. Les 20% restants, classés par ordre d'importance, proviennent des services douaniers, Algérie Poste, des commissaires aux comptes, la Ppolicie judiciaire et les services fiscaux. Une façon de relever que les dispositifs légaux ne peuvent rien s'il n'y a pas de collaboration effective de chacune des parties concernées par la lutte contre le crime économique.

AMINA HADJIAT

ENFANTS ATTEINTS DE PARALYSIE CÉRÉBRALE

# Les parents interpellent les autorités

Ces parents racontent leur galère commune, leur destin, celui de leurs enfants pris entre les mâchoires de leur maladie et l'ostracisme des pouvoirs publics.

L'infirmité motrice cérébrale (IMC) est appelée également paralysie cérébrale. Elle résulte de lésions cérébrales précoces survenues pendant la grossesse de la mère, ou au cours de la petite enfance chez un enfant dont le cerveau est encore immature. Elle se traduit par des troubles de la motricité touchant le mouvement et la posture et/ou certaines fonctions cognitives qui regroupent le langage, le savoir-faire, la reconnaissance visuelle et les fonctions exécutives qui organisent et contrôlent les actes volontaires. Qu'en est-il de cette infirmité en Algérie ? S'il s'agit, en fait, d'une affection rare, il n'en demeure pas moins que les enfants qui en sont atteints ne bénéficient pas d'une prise en charge à la hauteur de la maladie, dont les dommages collatéraux sont en premier lieu les parents qui ne trouvent pas d'interlocuteurs à même de les soulager un tant soit peu du calvaire qu'ils vivent, eux et leurs enfants. Nous les avons rencontrés, jeudi, devant l'entrée de l'école pour handicapés d'El-Harrach. Sainte-Cécile, comme continuent à l'appeler certains anciens de Maison-Carrée, était gérée par les sœurs, elle est la seule, nous dit-on, en Algérie qui dispose d'éducateurs spécialisés, même si l'enseignement qui y est dispensé n'est pas tout à fait aux normes exigées pour les enfants présentant cette infirmité les rendant totalement dépendants. Les parents n'ont pas d'autre choix, et le problème n'est pas là.

Cette école rescapée d'une première fermeture en 2003, après une opposition farouche des parents d'élèves, ne va pas tarder, selon nos sources, à connaître, dans peu de temps, le même sort. La directrice, qui ne nous a pas autorisé à pénétrer à l'intérieur des locaux car n'ayant pas l'autorisation de sa tutelle, a quand même montré sa



Les handicapés souhaitent suivre une scolarité normale.

bienveillance en nous expliquant que le ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale ne serait pas concerné par la gestion de cette école qui devrait, selon une autre source, passer sous la coupe du secteur de la solidarité. Ce qui explique d'ailleurs, comme nous l'ont confié les parents d'élèves, la coupure d'eau de plusieurs jours subie par l'établissement. Et puis il y a ce climat peu rassurant de diminution des effectifs qui augure de l'idée avancée. Ce qui va suivre montre, en effet, la face cachée de la prise en charge sociale claironnée par les services concernés.

Ces parents d'élèves constitués en association, pour la majorité des dames amères, dépitées, au verbe acéré et justifié par la circonstance, racontent leur galère commune, leur destin, celui de leurs enfants pris entre les mâchoires de leur maladie et l'ostracisme des pouvoirs publics. Il faut dire que cet établissement n'ouvre pas ses

portes à tout le monde. "Ces handicapés ont le droit d'aller à l'école, droit conféré pas la Constitution. La directrice nous aide en acceptant nos enfants, mais nous voulons une école officielle. Des déclarations creuses comme celles de l'ancien ministre de la Solidarité, on n'en a que faire. Il faut des solutions", dira M<sup>me</sup> Mimouni, parente d'un enfant de 10 ans. Sa collègue de l'association, M<sup>me</sup> Mansouri, renchérit : "Cela fait 5 ans que j'essaie d'inscrire mon fils, en vain. À 10 ans, il n'est toujours pas scolarisé. J'ai écrit au président de la République, j'ai saisi toutes les instances, même l'ONU. En guise de réponse, on m'a demandé de trouver un auxiliaire. J'en suis malade." Pour M. Zemmouri, un cadre paramédical de longue expérience, le quotidien des parents est un cauchemar. Alors que dire des enfants ? Ces innocents sont bien conscients de ce qu'ils endurent eux et leurs parents, mais ne comprennent pas pourquoi l'État ne leur donne pas leur droit, l'un des plus indispensables à leur futur, à leur vie de tous les jours : le droit à l'éducation, conféré par toutes les Constitutions à travers le monde. Son enfant de 10 ans né en souffrance foetale est dépendant. C'est dans cette école qu'on essaie de lui donner le minimum, car admis en externe de 8h à 11h. "Je ne suis pas très satisfait de cette situation, mais c'est tout ce qu'il y a pour le moment. Il n'existe aucune autre école ailleurs, même dans le privé. Je suis prêt à débours 3 millions de centimes par mois pour l'éducation de mon fils", confie-t-il. Il est relayé par cette dame qui a quitté Jijel dans l'espoir de faire bénéficier son fils d'un minimum de savoir. "Cette école reste mon unique voie de salut. C'est pour cette raison que je suis partie de ma ville natale en affrontant tous les aléas d'un tel déracinement. Ce n'est pas facile pour une femme", raconte-t-elle tristement. Ou encore cette autre parente contrainte de faire des

kilomètres à son fils en chaise roulante. La galère quotidienne. Son enfant n'est pas assuré, car les parents ne travaillent pas. La maman a été contrainte de quitter son emploi pour s'occuper de son enfant. D'autres mères viennent de Khemis El-Khechna et de Thénia. Imaginons les conditions de déplacement durant l'hiver. Cette parente est obligée de rester à l'école tout le temps des cours. Elle a deux enfants handicapés. L'un est inscrit officiellement, l'autre est "clandestin" si l'expression est juste. Le pire est que l'accès à cette école est aléatoire, puisqu'à part une trentaine d'élèves d'inscrits officiellement, les autres, des dizaines, voire des centaines sont en liste d'attente. Beaucoup d'enfants sont pratiquement imposés de "force". La directrice, explique-t-on, ne peut les renvoyer, par humanisme, mais elle reste pour sa part tributaire des instructions de sa tutelle. Quelle tutelle, quand on sait que l'établissement est à cheval sur deux ministères ? Le département ministériel de Benmeradi aurait signifié son désengagement. Quant au secteur de la solidarité, il faudrait peut-être resusciter le père Noël.

Alors qu'ailleurs, la prise en charge de l'IMC prévoit les aides humaines et techniques, les aménagements matériels et pédagogiques, les temps de soins dans l'emploi, le confort, l'accès aux toilettes et à la restauration scolaire, chez nous ces enfants nécessitant des soins et un suivi médical, rééducatif, psychologique, scolaire au long cours, sont à la merci de l'aléatoire. Comment préparer la vie adulte en amont alors que le minimum n'existe pas. L'avenir de la seule école pouvant assurer ce minimum est aujourd'hui hypothéqué. L'établissement est assez spacieux pour des centaines d'enfants. Il suffit d'une volonté politique, et pour cela, la conjoncture est très favorable.

ALI FARÉS

10 OCTOBRE, JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA PEINE DE MORT

## Non appliquée mais non abolie en Algérie

La célébration de la Journée mondiale contre la peine de mort jeudi dernier a été le thème d'un débat organisé par la délégation de l'Union européenne et abrité par l'ambassade d'Italie. Auparavant, l'assistance a eu à visionner un film de 81 minutes intitulé *Tu ne tueras point*, du réalisateur polonais Krzysztof Kieslowski. Le long métrage qui date de 1988 a eu le prix du jury au Festival de Cannes. Cinq panélistes ont été ainsi invités à prendre part au débat, en l'occurrence M<sup>re</sup> Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative et de promotion des droits de

l'Homme, M<sup>re</sup> Smaïl Chamma, secrétaire général de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, M<sup>re</sup> Abdelkader Benhenni, universitaire et ancien procureur général, Kamel Chekkat, membre de l'Association des ulémas musulmans, et enfin Anissa Oussedik, la directrice d'Amnesty International Algérie. La table ronde a été orientée dès le début sur les raisons qui ont poussé ces dernières années certains pays à l'abolition de la peine capitale. Précision de taille dès l'entame, la peine de mort est différemment considérée. Les animateurs de la table ronde devaient expliquer à l'assistan-

ce, constituée en majorité des membres du corps diplomatique accrédité, la différence entre l'abolition et la non-application. L'Algérie est dans la deuxième catégorie. Dans notre pays, elle est en vigueur mais non appliquée. Les abolitionnistes sont nombreux en Algérie, les quatre panélistes en font partie, à l'exception de Kamel Chekkat qui a eu d'ailleurs à exposer la position de l'islam vis-à-vis de cette question. Sur ce point, il expliquera la difficulté de réunir toutes les conditions afin de l'appliquer. Il a été remarqué que la peine de mort est plus en vigueur dans les pays du Moyen-Orient. Au jour d'au-

jourd'hui, toutes les démocraties occidentales ont aboli la peine de mort, sauf les États-Unis. Pour revenir au cas de l'Algérie, M<sup>re</sup> Chamma rappellera que notre pays n'a plus appliqué la peine de mort depuis 1993, l'Algérie ayant signé un moratoire durant cette même année. Depuis, aucune exécution n'a eu lieu, mais la peine capitale existe toujours et se traduit par la perpétuité, la prison à vie, tout aussi radicale voire efficace, car souvent, explique-t-il, la mort en elle-même est une délivrance pour le mis en cause. Enfin, la directrice d'Amnesty International Algérie a mis en exergue le

rôle abolitionniste de son organisation à travers la planète. Une question a dominé le débat : rétablir la peine de mort pour certains crimes qui ont défrayé la chronique ces derniers temps en Algérie, il s'agit du kidnapping, viol et assassinat d'enfants. Les avis sont unanimes à condamner, mais la question de réhabilitation restera sans réponse ! À noter enfin qu'un des moments forts du débat a été le témoignage de M<sup>re</sup> veuve Slimane Amirat qui a ému toute l'assistance. Son défunt mari a en effet été condamné à mort à trois reprises, avant et après l'Indépendance.

A. L.

PUBLICITÉ

IL ANNONCE DES INSPECTIONS SANS PRÉAVIS

# Le ministre de la Santé veut mettre fin aux pénuries de médicaments

Mais réussira-t-il là où ses prédécesseurs ont échoué ? L'anarchie qui caractérise le marché des médicaments est entretenue par des intérêts multiples.

La conférence nationale des directeurs de la santé et de la population de wilaya, qui s'est tenue, jeudi, à l'Institut de la santé publique, s'est penchée sur les données de l'opération d'évaluation, première du genre engagée, dès la prise de fonction du nouveau ministre, pour régler le problème des pénuries de médicaments et réorganiser le secteur. Les directeurs centraux du département de la Santé ont, en effet, sillonné les 48 wilayas et sont revenus avec une liste de dysfonctionnements sur la base de laquelle une feuille de route a été élaborée, prévoyant des mesures et un échéancier pour leur mise en œuvre. "Je ne veux plus entendre parler de ruptures de stocks de médicaments. De nouvelles inspections sans préavis seront menées et toutes les sources d'information seront exploitées pour suivre les indicateurs du redressement du secteur dans chaque wilaya", avertit le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf. Mais réussira-t-il là où ses prédécesseurs ont échoué ? L'anarchie qui caractérise le marché des médicaments est entretenue par des intérêts multiples. Les lobbies sévissant dans le secteur exercent un véritable diktat sur le marché du médicament dont l'assainissement pourrait s'avérer plus long et difficile que pourrait penser le nouveau ministre. Au-delà, la mission d'inspection a recensé d'autres tares : mauvaise gestion des produits pharmaceutiques l'inadaptation des locaux réservés à ces derniers notamment les pharmacies d'urgence, une non-maturation des projets d'investissements qui ont engendré des délais supplémentaires et



Le ministre de la Santé veut mettre un terme à la pénurie de médicaments.

des surcoûts, une hygiène insuffisante et des équipements sous-exploités, mal entretenus ou carrément non utilisés. Des instructions fermes ont été données par Abdelmalek Boudiaf pour veiller à la disponibilité des produits pharmaceutiques, au maintien d'un stock permanent, l'évaluation des besoins prévisionnels et leur envoi en temps opportun à la pharmacie centrale des hôpitaux pour lui permettre de reconstituer ses stocks. Il a recommandé, en outre, le redéploiement des produits pharmaceutiques en surstocks vers les structures qui en nécessitent.

et d'équipements des établissements de santé nouvellement créés. La pharmacie centrale des hôpitaux gère entre achat et vente 800 dénominations communes et plus de 3 000 consommables médicaux. Son directeur, Chérif Delih, rappelle que la disponibilité des produits pharmaceutiques dépend de ressources financières. Or, la PCH peine parfois à recouvrer ses créances auprès des hôpitaux. Pour l'année 2012, la PCH a enregistré un montant de 56 milliards de dinars

pour l'acquisition de ses produits dont 27 milliards sur contribution du ministère de la Santé. Le montant général des engagements médicaments au terme de septembre 2013 s'élève à 40 478,19 milliards répartis entre 38 332 milliards pour les stocks et 2 145 milliards en achats spécifiques. Le montant général des réalisations médicaments est de plus 21 milliards de dinars. La gamme de cancérologie se taille la part du lion avec un total engagement entre achats spécifiques et achats stocks d'une valeur égale à 19 348 381 628,51 MDA, soit un taux de 48% des engagements à fin septembre 2013. La classe hématologie suit de près avec un pourcentage de 21%. "Ceci démontre l'intérêt qu'accorde la PCH au plan national de lutte contre le cancer en Algérie conformément aux instructions des plus hautes instances du pays", tient à préciser le DG de la PCH. Les réalisations à fin septembre 2013 concernant la gamme cancérologie affiche un pourcentage de 34% et pour l'hématologie un taux de 21%. L'état budgétaire prévisionnel de la sujétion de service public allouée à la Pharmacie centrale des hôpitaux pour le plan cancer est d'une valeur prévisionnelle pour 2014 de 36 517 371 365,69 DA. À noter que le cancer du sein a coûté à l'État six fois plus que tous les programmes de prévention. Le ministre de la Santé a, par ailleurs, pris des mesures afin de banir les pénuries des médicaments spécifiques aux maladies rares.

NISSA HAMMADI

Publicité

## L'ACTION EST BAPTISÉE "OCTOBRE ROSE"

### Djezzy lutte contre le cancer du sein

Fidèle à sa vocation d'entreprise citoyenne, le leader de la téléphonie mobile soutient l'association El-Amel dans sa campagne nationale de sensibilisation aux risques du cancer du sein. Baptisée Octobre rose, cette action de grande envergure s'étalera sur tout le mois en cours et verra l'organisation de plusieurs activités telles que le séminaire international ayant pour thème "Le cancer du sein chez la femme jeune" et la course contre le cancer qui sera organisée aujourd'hui au stade du 5-Juillet. Mais aussi, la réalisation de plusieurs minicapsules (documentaires) diffusées sur l'ENTV, facebook et Youtube pour répondre aux questions fréquentes que les femmes algériennes posent autour de cette maladie qui est devenue un véritable fléau et l'une des principales causes de mortalité en Algérie. Djezzy a également offert plusieurs espaces de son parc d'affichage à l'association El-Amel afin de prévenir, sensibiliser et informer sur les risques de ce cancer et sur l'importance du dépistage. Djezzy donne, une fois de plus, la preuve qu'il répond toujours présent quand la cause l'exige. Précisons que ce n'est pas la première fois que Djezzy s'engage aux côtés de l'association El-Amel pour la lutte contre le cancer.

## LA SIGNATURE DE L'ACCORD EST PRÉVUE AU LENDEMAIN DE L'AÏD EL-ADHA

# Vers l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre Alger et Vienne

Algérie et l'Autriche ont finalisé un accord pour l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre Alger et Vienne, a annoncé jeudi le ministre des Transports, Amar Ghoul. La nouvelle ligne aérienne Alger-Vienne, avec une fréquence de trois vols directs par semaine, sera assurée par la compagnie nationale Air Algérie, a précisé M. Ghoul lors d'une audience accordée à l'ambassadrice d'Autriche en Algérie, M<sup>me</sup> Aloisia Worgetter, selon un communiqué du ministère. "La signature de cet accord interviendra au lendemain de l'Aïd el-Adha", a ajouté la même source.

Les deux parties ont, par ailleurs, évoqué les différents domaines de la coopération bilatérale dans le secteur du transport aérien et ferroviaire afin de "parvenir à un véritable partenariat qui prend en compte les aspects liés non seulement aux équipements, mais aussi à la maintenance, à la for-

mation et au transfert du savoir-faire", souligne le communiqué. M. Ghoul a insisté, à cette occasion, sur "la nécessité pour les entreprises autrichiennes de rechercher des joint-ventures en matière de formation, de maintenance, de modernisation des équipements".

Il a également annoncé la mise en place d'une commission de suivi des projets en cours de réalisation pour une meilleure prise en charge des contraintes et des lenteurs administratives, tout en affichant sa disponibilité pour faciliter les investissements autrichiens dans le cadre du partenariat. "Les entreprises autrichiennes ont une expérience et un savoir-faire qui intéressent les entreprises algériennes, notamment dans la signalisation et la communication dans le domaine ferroviaire, et l'Algérie développe un vaste programme de réalisation d'un important réseau de chemin de fer", ajoute-t-on.

TRIPOLI DÉSARMÉ FACE AUX MILICES ISLAMISTES

# Le Premier ministre enlevé puis relâché !

Une milice islamiste serait derrière ce kidnapping. Ce qui renforce le lien entre ce fait et l'interpellation spectaculaire, quelques jours plus tôt, d'Abou Anas al-Libi, un chef présumé d'Al-Qaïda, par un commando américain.

Enlevé par une milice rebelle et, finalement, relâché jeudi soir, le Premier ministre libyen, Ali Zeidan, a préféré calmer le jeu en appelant les Libyens à "l'apaisement". "Les Libyens ont besoin de sagesse et non de sur-enchère", a-t-il déclaré. Enlevé à l'aube jeudi matin, Ali Zeidan a été retenu plusieurs heures par un groupe armé d'anciens rebelles. Des faits qui révèlent les fragilités du régime libyen et l'ampleur du défi sécuritaire à relever dans ce pays, deux ans après la chute de Mouammar Kadhafi. Tout le monde savait que le pays était dans le chaos mais pas au point de cueillir le chef du gouvernement dans sa résidence, un hôtel-forteresse. De nombreuses zones d'ombre subsistent sur les circonstances de l'enlèvement et de sa libération quelques heures plus tard. La "Cellule des opérations des révolutionnaires de Libye", une milice islamiste dépendant officieusement des ministères de l'Intérieur et de la Défense, a revendiqué ce coup d'éclat, affirmant avoir "arrêté" le Premier ministre "sur ordre du parquet général", conformément aux articles relatifs "aux crimes et délits préjudiciables à l'État" et aux "crimes et délits préjudiciables à la sûreté" de l'État. Ensuite, on a appris que le Premier ministre a été relâché et non pas libéré comme l'a assuré le porte-parole du gouvernement. Et selon des témoins cités par l'Agence France-Presse, cette libération s'est faite grâce à des habitants qui auraient encerclé le commissariat où Ali Zeidan était retenu.

Une question taraude les esprits : pourquoi cet enlèvement ? De nombreux analystes ont fait un lien avec l'enlèvement à Tripoli, quelques jours plus tôt, d'Abou Anas al-Libi, un chef présumé d'Al-Qaïda, par un commando américain. Une opération dénoncée comme une ingérence par les milices libyennes, d'autant plus inacceptable à leurs yeux qu'elle aurait été approuvée tacitement par Tripoli, donc par Ali Zeidan en personne. Après le rapt américain qui rappelle en tous points de vue l'opération menée à Islamabad au Pakistan par les forces spéciales de la CIA pour capturer à la barde de leurs homologues pakistanais, Ben Laden, l'assassiner et le donner en pâ-



Ali Zeidan, Premier ministre libyen.

ture aux poissons dans la mer d'Arabie. Evidemment que l'enlèvement d'un Premier ministre souligne son manque d'autorité dans un pays livré à de nombreux groupes armés restés actifs après la chute du régime de Kadhafi. Mais cette situation a été pour ainsi dire alimentée par les nouvelles autorités elles-mêmes qui ont placé sous

tutelle officieuse du gouvernement la plupart des milices, y compris d'obédience islamiste et djihadiste, au prétexte que c'est pour éviter une confrontation généralisée, la guerre civile. A vrai dire, ce gouvernement est lui-même issu de marchandages entre les divers clans et milices en activité dans le pays.

Sans compter des groupes de pressions étrangères très présentes dans les réserves en devises, le pétrole et les approvisionnements. Ali Zeidan était-il à ce point naïf pour penser que les islamistes notamment étaient perméables à toute stratégie d'intégration en douceur ? En tout cas, ceux-ci ont montré qu'ils sont capables d'accéder au cœur du pouvoir, de paralyser donc la Libye entière s'ils le voulaient, pourquoi pas la reprendre en main. Et s'ils ne l'ont pas fait, ça serait tout simplement parce qu'ils reçoivent leur part de la rente sous forme de soldes et d'assistance divers de la part du gouvernement. Et, il est clair qu'il n'est pas dans leur intérêt de s'auto-dissoudre dans les forces gouvernementales, comme les y invite le Premier ministre. Divers sources prétendent que l'enlèvement-libération d'Ali Zeidan serait plutôt un avertissement qui lui est destiné directement. Le Premier ministre s'est rapproché des Etats-Unis d'Amérique au point où il était sur le point de leur confier la sé-

curité. La société KBR de Washington ne cache pas son lobbying pour arracher des contrats avec le gouvernement libyen, ce qui n'arrange pas les affaires des miliciens dont l'ordre ne disparaîtra pas tant que la Libye ne se dote pas d'une armée et d'une police nationale. Après l'effondrement de l'ancien régime, qui a entraîné dans sa chute toutes les institutions, la Libye post-Kadhafi a confié aux ex-rebelles, des islamistes pour la plupart, le contrôle des frontières, des prisons et des installations stratégiques du pays, leur donnant une légitimité et un sentiment d'impunité. Ces milices s'étaient copieusement servies dans les arsenaux de Kadhafi à l'issue du "printemps de Benghazi" de 2011. Ces milices qui profitent également de leur position pour contrôler la contrebande et se livrer à du racket, refusent obstinément de déposer les armes, malgré les différents plans d'intégration dans les institutions de l'État, notamment les organes de sécurité, proposés par le gouvernement. Leur argument est que la révolution n'est pas finie, qu'ils garderont leurs armes jusqu'à la réalisation de ses objectifs. L'enlèvement du Premier ministre illustre le risque d'un possible glissement du pays dans la spirale des actes de vengeance, prélude à la guerre civile.

D. B.

LIBÉRATION DU PREMIER MINISTRE LIBYEN

## L'Algérie "profondément soulagée"

■ L'Algérie est "profondément soulagée" par la libération du Premier ministre libyen, Ali Zeidan, qui a été enlevé et détenu jeudi pendant quelques heures par une brigade d'ex-rebelles, et lui réaffirme son soutien aux efforts qu'il déploie pour assurer la sécurité et la stabilité de la Libye. "Nous sommes profondément soulagés par la libération du Premier ministre libyen, Ali Zeidan", a indiqué jeudi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, dans une déclaration à l'APS. "En ces heures difficiles, nous l'assurons

de notre pleine solidarité, et nous lui réaffirmons le soutien de l'Algérie aux efforts qu'il mène inlassablement à la tête du gouvernement libyen en vue du parachèvement du processus de transition politique et pour asseoir durablement la sécurité et la stabilité de ce pays frère", a-t-il ajouté. Auparavant, l'Algérie s'est déclarée, toujours par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, "préoccupée" par les derniers développements intervenus en Libye, à la suite de l'enlèvement d'Ali Zeidan, et a

appelé à sa libération "immédiate". "Nous exhortons toutes les parties prenantes libyennes à faire preuve de retenue pour préserver le processus de transition politique dans ce pays frère et voisin et à régler tous différends éventuels entre parties libyennes dans le cadre des Institutions du pays", avait-on ajouté dans le communiqué du ministère des Affaires étrangères.

R. I.

DÉFI SÉCURITAIRE, RÉFUGIÉS ET BATAILLES POLITIQUES

## Le Burkina Faso subit les contrecoups de la crise malienne

La crise malienne a eu ses effets sur le Burkina Faso. Pas autant que les autres pays voisins mais tout autant pesants. Depuis l'éclatement

de cette crise donc, il n'y a plus que le cinéma et le foot comme sujet dans ce pays où les regards malgré la pauvreté ne sont jamais tristes. La sécurité, la menace terroriste et la prolifération des armes ont donné lieu à une recrudescence des attaques à main armée. Un peu naturel malgré la surveillance des frontières et le contrôle des flux. Avoir deux guerres à ses frontières n'est pas chose facile à gérer.

Précision du ministre en charge de la sécurité, M. Jérôme Bougouma qui explique que des mesures spécifiques sont prises pour endiguer ce phénomène. En effet, après la crise en Côte d'Ivoire est venue celle du Mali, deux pays collés au Burkina. Mais il n'y a pas d'événement majeur à même de déstabiliser ce pays "calme" de la sous-région du Sahel. Et le moindre incident devient un grand événement.

Un soldat au vin mauvais a eu la folle idée de sortir son arme et de tirer sur un barman et prendre la fuite. Son arme est récupérée à son domicile, mais lui n'y était pas. Disparu. Aucune trace.

Des semaines plus tard, croyant s'être fait oublier, il refait surface et tente un coup complètement "osé". Il se rend au Palais présidentiel, réussit à s'emparer de l'arme d'un vigile, coupe le courant électrique et tire des coups de feu. Fin de l'histoire. Réaction immédiate, le fugitif est abattu. On retrouve sur lui des "indices" qui indiquent qu'il s'est rendu au Mali où il a été arrêté et qu'il s'est rendu après en Côte d'Ivoire.

Une aubaine pour la presse locale qui en fera la Une pendant des jours avec analyses et commentaires et des lectures allant jusqu'à la "tentative de coup d'État". Pour les services burkinabè, les indices peuvent cacher des complicités. D'où l'enquête ouverte à ce sujet.

### L'incident événement

Autre sujet d'événement, cette fois politique, le bras de fer entre le parti au pouvoir et donc le président Blai-

se Compaoré et les partis d'opposition au sujet de l'installation du Sénat prévu dans la Constitution de 2002. Et encore des journées de feuilles de chou. L'opposition accuse le Président de manœuvrer dans la perspective de la présidentielle de 2015 et ne veut pas entendre parler de Sénat pour l'instant. Les partis d'opposition ont même organisé des manifestations pour exprimer leur refus.

Le président et son parti calment le jeu, appellent à un débat sur la question et ont mis en place une commission de sages pour la médiation. Le président s'y connaît. Il a eu à la faire entre le gouvernement malien et les rebelles du Nord. Le débat est lancé... dans la presse. "Nous avons une presse responsable à bien des égards et à l'abri des phénomènes. Nous anticipons et évitons les dérives avant de réagir", dit le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Alain Edouard Traoré.

Paradoxalement, la question du terrorisme n'est jamais évoquée, a-t-il avoué, dans les débats médiatiques. Ce n'est que maintenant que la communication, en tant que défi, est prise en compte.

Une grande rencontre est programmée autour de la communication, la paix et la démocratie en Afrique. "Et comment faire face aux canaux de communication que nous ne contrôlons pas ?". La maîtrise de la communication, selon lui, permet de contrecarrer la propagande extrémiste.

Le ministre semblait ignorer le mécanisme médiatique mis en place par les pays de la sous-région qu'il croyait être celui des pays de la Cédéao. Il a salué l'initiative, la mission d'information de l'UFL, et promis de faire en sorte de l'intégrer dans la dynamique globale.

### Impacts de la crise malienne

Même si le Burkina n'a pas connu d'attaque terroriste, il en subit les effets collatéraux. Notamment, avec le flux des réfugiés. Mais "cela peut se propager rapidement", prévient le chef d'état-major des armées, le général Honoré Nabéré Traoré, rencontré à Ouaga. Au niveau interne, le pays a pris des dispositions.

Il a salué les mécanismes mis en place par les pays de la région dans le cadre de la mutualisation des moyens pour combattre le terrorisme mais a es-

timé que la coopération ou la collaboration n'a pas encore atteint le niveau souhaité. Le ministre en charge de la sécurité, M. Jérôme Bougouma a estimé de son côté que cette collaboration qu'il salue au passage, prend en charge tous les aspects liés à la lutte contre le terrorisme. "Nous avons un système d'échange d'informations qui nous permet de prendre des mesures spécifiques en cas de risque. Nous essayons de mieux coordonner", dit-il. La priorité, concernant le pays demeure, selon lui, la lutte contre le grand banditisme.

Cette situation de risque sécuritaire est induite, selon le directeur général de la Sûreté intérieure, le colonel Omer Bationo, par le fait qu'on est dans "une zone de turbulences". "La situation malienne a compliqué davantage la situation interne du Burkina", a-t-il souligné. Et de détailler les mesures prises pour y faire face avec, notamment, un dispositif couvrant tout le territoire, la formation des unités, les moyens techniques et technologiques avec le fichier biométrique et la vidéosurveillance.

D. B.

UNE MONOGRAPHIE QUI LUI EST CONSACRÉE, SIGNÉE SALIM KOUDIL,  
VIENT DE PARAÎTRE AUX ÉDITIONS DALIMEN

## "Kaci lève le voile"

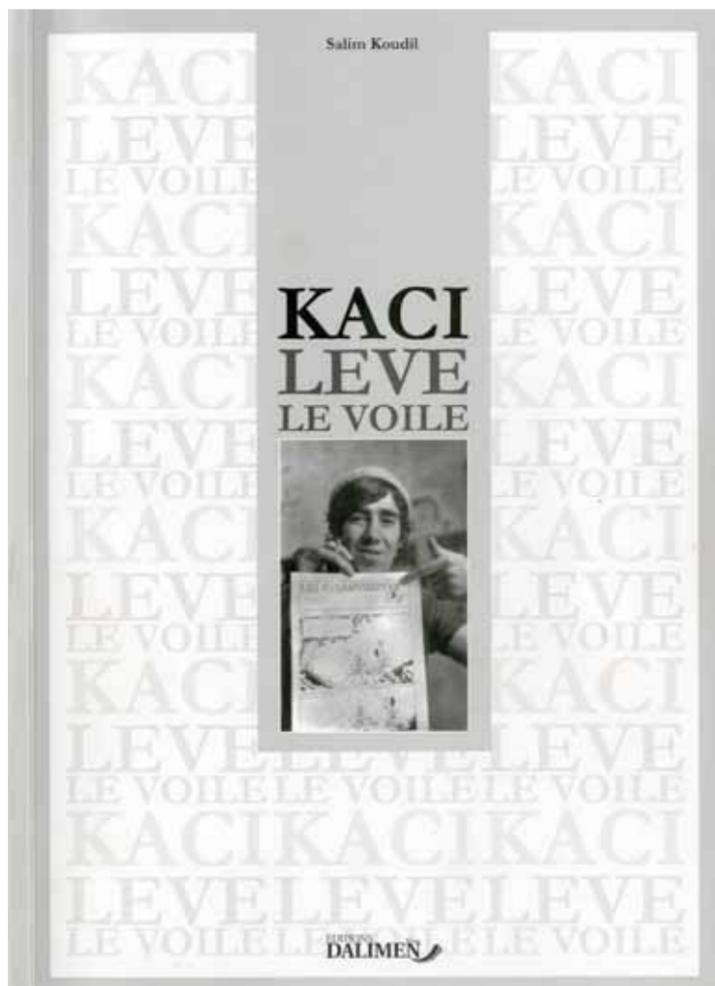
Le parcours de Rachid Ahmed Aït-Kaci est livré, avec minutie et soin, dans une monographie, qui se lit d'un trait et qui reprend le riche parcours d'un artiste de talent, que le Fibda a mis à l'honneur, dans sa 6<sup>e</sup> édition.

Il est quand même fascinant de constater combien la nature humaine est oubliée. Ce constat est tout aussi navrant lorsqu'on s'aperçoit que l'oubli n'a pas non plus épargné les hommes et les femmes aux parcours singuliers, qui ont vraiment compté (et comptent encore).

Des hommes et des femmes qui ont eu des trajectoires exceptionnelles, mais qu'on se borne à oublier, à cause peut-être d'une mémoire qui flanche, ou d'une méconnaissance. Mais l'œuvre immortalise toujours son homme (ou sa femme), tôt ou tard. Rachid Ahmed Aït-Kaci, né le 21 février 1942 à Mostaganem, en Algérie, fait partie de ces personnes qu'on avait oubliées, mais que le Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) ressuscite ou reconsidère à sa juste valeur. La valeur d'un artiste qui compte, et dont la voix mérite de résonner loin. Le Fibda rend, en effet, hommage à Rachid Ahmed Aït-Kaci, dit Kaci.

Après lui avoir remis le Prix d'honneur de cette sixième édition (qui prendra fin aujourd'hui) et organisé une exposition de ses planches et dessins les plus emblématiques, le Fibda, par la voie des éditions Dalimen, a édité une monographie, signée notre collègue, Salim Koudil, journaliste, polytechnicien et rédacteur en chef Web de *Liberté*.

Journaliste minutieux et à l'affût du moindre détail, Salim Koudil livre donc la monographie, *Kaci lève le voile*, née à la suite d'une série de rencontres avec l'artiste. On y découvre un parcours, une vie pleine, tumultueuse, riche en expériences, en rencontres et en hasards bien heureux. On voyage à travers le temps et l'histoire, avec



Rachid qui devient Kaci ; un petit garçon, troisième d'une fratrie de huit enfants, qui s'accomplit, s'émancipe et devient une voix importante, un crayon toujours aiguisée et à côté des

bonnes (et justes) causes, et une véritable signature artistique. Rachid Aït-Kaci est aussi et surtout un grand voyageur, qui a vu le monde et qui revient à son point de départ, l'Algérie,

après vingt-trois ans d'absence, même si, de Paris à New York, en passant par Sofia et Saint-Domingue, il a toujours porté ce pays dans son cœur.

Kaci a aussi et surtout publié ses dessins dans de nombreuses publications (nationales et internationales), notamment *El-Moudjahid*, *Libération*, *Jeune Afrique*, le *New York Times*, etc.

En outre, l'intérêt de cette monographie, et en plus de revenir sur le passé d'un personnage singulier, réside dans ce qu'il nous renseigne sur le rapport de Kaci au présent et à l'avenir. Kaci ne s'enferme pas dans les souvenirs ou dans une certaine idée de son passé, il en parle plutôt à partir du présent, et intervient parfois sur des sujets d'actualité. Avec le recul de la maturité, Rachid Ahmed Aït-Kaci revisite son passé, le commente, mais ne le sublime jamais.

Il (se) raconte, et à nous autres lecteurs d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Même l'auteur, Salim Koudil, garde l'objectivité et la distance qu'il faut pour restituer une vie. Par ailleurs, dans sa belle préface intitulée *Autant en emporte le voile*, le Hic — grand fan de Kaci — évoque, parmi d'autres anecdotes, l'universalité de l'œuvre de Kaci, en écrivant : "L'universalité de ses dessins est la conséquence de ses nombreux ports d'attache, de ses multiples escalas... car le bonhomme, né certes en Algérie, a vécu au Maroc, étudié en Bulgarie, travaillé en France, s'est révélé en Amérique et il s'est même payé le luxe de se 'reposer' à Saint-Domingue."

SARA KHARFI

"KACI LÈVE LE VOILE" DE SALIM KOUDIL. MONOGRAPHIE. ÉDITIONS DALIMEN, 400 DA.

### IL A JOUÉ SON SPECTACLE, "ALGÉ-RIEN", JEUDI DERNIER

## Gyps fait son show à Alger

On connaissait ses talents d'auteur de bande dessinée et de caricaturiste, mais pas encore ses facultés de comédien et d'humoriste. C'est chose faite à présent, avec le spectacle qu'il a joué, jeudi soir, à la salle polyvalente du village du Fibda. Gyps, dont une exposition avec Dahmani est visible jusqu'à aujourd'hui au Fibda, a présenté, pour la première fois à Alger, son spectacle *Algé-Rien*, créé en 1999, et directement inspiré d'une bande dessinée éponyme, sortie en 1998. Avec aisance et décontraction, Gyps a joué son spectacle qui reprend des étapes autobiographiques : ses débuts dans la presse en Algérie, la difficulté d'exercer son métier en Algérie dans le contexte des années

1990, son installation en France, ou encore sa carrière. Gyps évoquera également son rapport à la langue, à l'Algérie, se considérant parfois non comme un émigré, mais plutôt comme "un exilé".

Si les sujets dont il traite sont sensibles et parfois douloureux, Gyps réussit à en rire, et faire rire son public, qui finit par adhérer à ses mots d'esprit, sa gestuelle et ses mimiques, sa bonhomie et son humour, sacrément bien dosé, oscillant entre l'humour noir (même s'il s'en défend dans son spectacle), et le comique de situation. Au moment où l'on croit retrouver ou percevoir des clins d'œil, notamment à Fellag, Gad Elmaleh, Jamel Debbouze, on est surpris et happé par

Gyps qui pousse le comique à son paroxysme. Par exemple, en faisant un petit sketch sur le fait de boire de l'eau sur scène, Gyps offre à l'assistance des bouteilles d'eau. *Algé-Rien* est également un spectacle bien écrit et bien ficelé, avec de savoureux personnages comme Moh la Violette, Messaouda alias Mayssa, ou Karim "le tchi-tchi", parfaitement caractérisés. Le one-man-show de Gyps, qui n'hésite pas non plus à chanter sur scène (la chanson du golden boy Karim "le tchi-tchi" intitulée *Ymout papa, tmout mama*), est une véritable bouffée d'air frais, qui révèle un fabuleux personnage, qui ne manque ni d'humour ni de personnalité.



S. K.

Gyps a joué, jeudi soir, son spectacle *Algé-Rien* au Fibda.

### L'INVITÉ MYSTÈRE DU FIBDA

## Quand Zep fait du Titeuf à Alger

Le célèbre auteur suisse de bandes dessinées, Zep, Philippe Chappuis de son vrai nom, est arrivé mercredi à Alger. Invité par le Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), il a procédé, ce jour-là, à une séance de vente-dédicace de ses albums (disponibles à la librairie du Fibda) : *Titeuf* (différentes BD relatant les aventures de Titeuf), vendu à plus de 20 millions d'exemplaires et traduit en 25 langues, ainsi que son dernier album *une Histoire d'hommes* (éditions Rue de Sèvres).

Avant-hier, Zep-dont le pseudonyme s'inspire de Led Zeppelin, groupe pour lequel il voue une grande admiration - devait animer une conférence à 16h30 au Fibda. Mais en visite à La Casbah, l'invité "mystère" du Fibda n'arrivera qu'aux environs de 18h, pour répondre aux questions du modérateur. Une interview qui durera une vingtaine de minutes, sans qu'il y ait un véritable échange avec le public, constitué de nombreux lecteurs, qui auraient sans doute souhaité partager avec lui leurs lectures. Durant cette

"entrevue" publique, Zep évoquera la création du personnage de Titeuf, dont aucun éditeur ne voulait à sa création. Zep finira par trouver un éditeur, et Titeuf trouvera petit à petit des lecteurs, toujours aussi attentifs et impatients de découvrir ses nouvelles aventures. L'invité du Fibda reviendra également sur le tout numérique, en estimant que les auteurs de bande dessinée de sa génération préfèrent plutôt le support papier, d'autant que "le numérique n'est pas encore une alternative au papier". Pour lui, les au-

teurs de demain trouveront le moyen et l'art de travailler et d'améliorer le support numérique.

Avant de procéder à une autre séance de dédicace, expédiant ainsi sa rencontre avec le public de la conférence, Zep a également fait part de son agréable surprise et de son enthousiasme de découvrir la bande dessinée algérienne, relevant également que le Fibda propose une palette assez large d'auteurs de bande dessinée de partout dans le monde.

S. K.

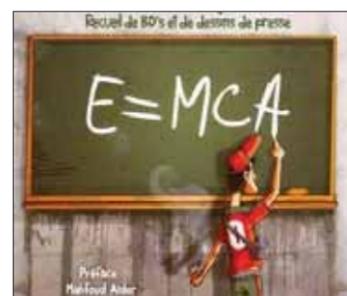
### ///...PARUTIONS...///

"L'Algiréz" du Hic



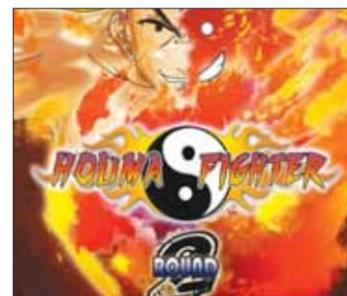
Paru aux éditions Dalimen, *L'Algiréz* est un recueil de dessins de presse paru dans le quotidien *El Watan*, du Hic. Ce recueil, préfacé par Salim Koudil, s'articule autour d'une sélection comprenant les douze mois de l'année 2012, avec pour chaque mois, une sélection de quelques caricatures qui reprennent l'actualité avec humour et humeur. *L'Algiréz* est disponible au Fibda, et le sera en librairie juste après le festival qui prend fin aujourd'hui.

"E=MCA" de l'Andalou



La seule évocation de son pseudonyme laisse méditatif ou admiratif. L'Andalou est une signature qui regorge de mystères. Et le mystère ne sera pas percé à la lecture de *E=MCA*, son premier album, paru aux éditions Dalimen. Bien au contraire ! On découvre plutôt un artiste de talent, qui a beaucoup d'humour et une imagination débordante. Il est fin et subtil ; il est direct ; l'Andalou est un personnage singulier, avec un gros potentiel. Le recueil *E=MC* s'articule autour de ses planches et autres caricatures, parues dans *El Watan Week-end*, dans la revue *El Bendir*, et ailleurs. Disponible au Fibda et bientôt en librairie, *E=MCA* est cédé à 1500 DA.

"Houma Fighterz" de Saïd Sabaou



Après la sortie et le succès du premier round, voilà que Saïd Sabaou (scénariste et dessinateur) nous convie à de nouvelles aventures de Sofiane, un kick-boxeur professionnel, extrêmement doué, qui a été banni à vie de la fédération de kick-boxing pour comportement violent. Alors qu'il décide de partir clandestinement à l'étranger, il découvre un tournoi de rue appelé "Houma Fighter". Il en devient le champion, mais il tombe de son piédestal lorsqu'il se fait battre par un autre champion. Sofiane décide alors de se retirer, de partir s'entraîner avec maître Chin Liang. Des rebondissements, des bouleversements et de grandes aventures attendent Sofiane. Paru aux éditions Z-Link, *Houma Fighter* est cédé à 300 DA.

LES BURKINABÉS PLUTÔT DISCRETS À LA VEILLE DE LA RENCONTRE

# Les supporters algériens font décoller l'ambiance à Ouaga

**“T**ous avec les Étalons”, suggère le grand placard publicitaire qui orne le boulevard Houari-Boumediene de Ouagadougou avec en toile de fond une femme enceinte, tout sourire. Airtel, l'une des compagnies de téléphonies mobile du pays,

l'un des partenaires de la sélection du Burkina Faso, met le paquet pour susciter l'engouement autour de l'équipe mais l'adhésion n'est pas à la hauteur des espérances.

Sous une chaleur de plomb, les Burkinabés vaquent plutôt à leurs occupations. Dans ce pays où l'urbanisation est encore à son état embryonnaire et où les indices de pauvreté sont aussi abondants que ces habitations de fortune en zinc, le foot ne nourrit sans doute pas.

Il ne fait pas oublier non plus la dureté de la vie sur cette terre rougeâtre et sableuse, riche pourtant en or. “Vous savez, ici tout le monde aime bien sûr les Étalons, tout le monde veut qu'ils se qualifient en Coupe du monde mais en attendant il faut travailler dur pour gagner sa vie. La nature ne nous a pas gâtés et nous ne possédons pas des réserves de richesses, notre or est confisqué par les étrangers, c'est pour cela que les gens se débrouillent comme ils peuvent, le petit commerce notamment, pour subvenir à leurs besoins. Pour le foot, nous aurons la journée de samedi pour supporter notre équipe”, explique Adamo. Et d'enchaîner : “Cela ne veut pas dire que le stade ne sera pas comble, loin s'en faut mais chaque chose en son temps.”

Depuis quelques jours, l'arrivée des supporters algériens à Ouagadougou semble créer une ambiance particulière. Les gars passent leur temps à défiler dans les rues, sur des motos, ou à bord de voitures louées.

**AHMED SORRY OUATTARA (MINISTRE DES SPORTS DU BURKINA FASO)**

## “Un rendez-vous historique pour le sport burkinabé”

Le ministre des Sports et des Loisirs burkinabé, Ahmed Sorry Ouattara, a qualifié d’*“historique”* le match aller que doivent livrer les Étalons ce samedi face à l'Algérie, au stade du 4-Août de Ouagadougou (17h, heure algérienne), comptant pour le tour des barrages qualificatif à la Coupe du monde 2014 de football. “Les Étalons n'ont jamais été aussi proches d'une phase finale de Coupe du monde. Ce samedi (aujourd'hui, ndlr), ils livreront face aux Fenecs d'Algérie l'une des rencontres des plus historiques de

notre sport national”, écrit le ministre dans un communiqué, rapporté hier par la presse locale. Le premier responsable du département ministériel sportif du Burkina Faso n'a pas omis de lancer un appel pour soutenir la sélection ce samedi face aux Verts. “Le ministre des Sports et des Loisirs a l'honneur d'inviter l'ensemble des couches sociales du Burkina Faso à se mobiliser comme un seul homme pour pousser nos braves Étalons à une brillante victoire”, ajoute-t-il.

### LES CONFRONTATIONS ALGÉRO-BURKINABÉES

Les confrontations officielles et amicales entre les sélections algérienne et burkinabée depuis 1967, avant le match aller de barrage qualificatif à la Coupe du monde de football (Brésil-2014)

Ouagadougou : 12-02-67 Burkina Faso - Algérie 1-2 (éliminatoire CAN-1968)	Algérie - Burkina Faso 2-1 CAN-1998 (phase finale au Burkina Faso) Ouagadougou : 24-01-1998 Burkina Faso - Algérie 2-1	1 (éliminatoires CAN-2002) Ouagadougou : 17-06-2001 Burkina Faso - Algérie 1-0 (éliminatoires CAN-2002)	Alger : 09-02-2005 Algérie - Burkina Faso 3-0 (amical)
Alger : 9-04-67 Algérie - Burkina Faso 3-1 (éliminatoire CAN-1968)	Cotonou : 20-01-2000 Burkina Faso - Algérie 1-0 (amical)	Alger : 15-10 -2001 Algérie - Burkina Faso 2-0 (amical)	Rouen : 28-02-2006 Algérie - Burkina Faso 0-0 (amical)
Oran : 3-08-1981 Algérie - Burkina Faso 7-0 (éliminatoire CAN-1982) Ouagadougou : 20-09-1981 Burkina Faso - Algérie 1-1 (éliminatoire CAN-1982) CAN-1996 (phase finale en Afrique du Sud) 24-01-1996	Alger : 26-05-2000 Algérie - Burkina Faso 2-0 (amical)	Amiens : 29-05-2003 Algérie - Burkina Faso 0-1(amical)	Aix-en-Provence: 15-11-2006: Algérie - Burkina Faso 1-2 (amical)
	Alger : 03-09-2000 Algérie-Burkina Faso 1-	Alger : 17-08-2004 Algérie - Burkina Faso 2-2 (amical)	Blida : 02-06-2013 Algérie - Burkina Faso 2-0 (amical).



Une arrivée triomphale des Verts à l'aéroport

À leur passage, les Burkinabés riposent, toujours amicalement, pronostiquant des scores en faveur des Étalons. Les Algériens sont un peu chez eux, ils sont seuls à manifester pour leur équipe dans les rues alors que les Burkinabés s'affairent à leur quotidien. “Vous êtes tout de même nombreux à venir ici soutenir votre équipe, je ne pense pas que nous serons autant au match retour à Blida, vous savez, les Burkinabés n'ont pas les moyens d'un tel voyage, nous n'avons pas un État riche comme vous mais cela nous fait plaisir de vous avoir parmi nous”, nous dit Ahmadou qui nous prenait pour des supporters.

Partout où vous allez, dans les artères de Ouaga, l'accueil est toujours hospitalier, pas la moindre provocation, les

Burkinabés sont sûrs de la victoire de leurs capés mais pas la moindre suffisance ne se dégage de leurs propos. “Que le meilleur gagne”, disent-ils. Jeudi, à l'arrivée de l'équipe nationale à l'aéroport de Ouaga, les supporters ont créé une ambiance festive, les joueurs ont eu du mal à rejoindre le bus les menant à l'hôtel Liaco, lieu de leur résidence, qui appartenait à la famille Khadafi et repris par des Tunisiens. Le bus des Verts était escorté par une cohue de fans dans une ambiance bon enfant.

Certains fans ont même tenté de forcer cette forteresse construite au début des années 2000 par l'ancien dictateur libyen. Arrivés à l'hôtel, fouille minutieuse au scanner de tous les membres de la délégation y compris les joueurs, dix minutes d'attente donc, puis virée dans les chambres pour un repos ré-

cupérateur. Une heure plus tard, petit décollage dans un stade situé à 5 mètres de l'hôtel. Presque dans l'in-

LES SUPPORTERS ALGÉRIENS ONT ASSISTÉ HIER AUX ENTRAÎNEMENTS

### Bain de foule pour les Verts

■ La sélection nationale de football a effectué hier au stade du 4-Août de Ouagadougou sa séance réglementaire sur la pelouse de la rencontre à l'heure du match. Les poulains d'Halilhodzic, sous un soleil de plomb et une chaleur torride, ont d'abord effectué des tours de piste avant d'effectuer des exercices et disputer un match d'application. Aoudia très en verve a marqué un but lors de ce match.

Environ 200 spectateurs burkinabés ont assisté à l'entraînement exceptionnellement ouvert au public. Presqu'une centaine de fans algériens étaient également présents. Les deux galeries se sont, du reste, lancées quelques gentilles dans une ambiance sereine. Il faut dire que comme ce fut le cas jeudi à l'aéroport, les supporters algériens ont vite déclenché une ambiance colorée dans les tribunes.

Halilhodzic était visiblement content de voir le public algérien montrer autant de ferveur.

À noter que les 26 joueurs ont participé à l'entraînement : Soudani, titulaire aujourd'hui, portait un petit bandage au genou par mesure de précaution. À la fin de l'entraînement, les supporters algériens ont longuement scandé “Inch'Allah ya Rabi, l'Algérie.”

S. L.

ALGÉRIENS ET BURKINABÉS S'ENTENDENT POUR NE PAS COMMUNIQUER

## Et c'est la presse qui trinque !

Dans la matinée de jeudi, les envoyés spéciaux de la presse algérienne ont été interdits de couvrir la conférence de presse de la formation burkinabée. Empêchés manu militari de faire leur boulot, ils ont été invités par des policiers en tenue à se tenir loin de la salle des conférences sans la moindre explication.

Il a fallu attendre de longues minutes pour que le chargé de la communication de la Fédération burkinabée sorte de l'hôtel Joly pour rencontrer les journalistes algériens qui faisaient le pied de grue. “Nous appliquons la règle de la réciprocité, la Fédération algérienne nous a fait savoir qu'elle ne veut voir aucun journaliste burkinabé autour de la sélection algérienne, et nous en faisons de même. C'est vous qui avez voulu cela alors allez voir avec votre fédération”, explique Gabreil Baroia.

différence des Burkinabés et sous l'œil vigilant des vigiles algériens envoyés spécialement d'Alger par la Sûreté algérienne.

Une ambiance typiquement algérienne. Les Burkinabés en rigolent du reste : “C'est fou comme vos supporters sont chauds pour ce match, j'espère pour vous que vous ne serez pas très déçus au retour”, ironise Mamadou d'un calme déconcertant. “Nous sommes venus pour la gagne, nous ne repartirons qu'avec la victoire avant de faire la fête à Blida”, rétorque Fawzi, 20 ans, faisant partie des 20 supporters algériens envoyés par le wali de Blida pour soutenir les Verts. “Le wali nous a offert les billets, alors on n'a pas raté l'occasion, en 2009, j'étais aussi du voyage à Omdurman”, ajoute son ami Omar.

Aujourd'hui, ils seront près de 1 500 fans au stade du 4-Août de Ouaga pour porter aux nues les Verts. “1 500 supporters algériens dans le stade, c'est sûr ça va faire du bruit, c'est motivant, nous sommes très contents de les avoir avec nous ; nous ne serons pas seuls dans la bataille”, se félicite du reste le capitaine Madjid Bougherra qui n'a pas hésité à parler “d'un moment de guerre”.

S. L.

S. L.

S. L.

BURKINA FASO-ALGÉRIE, AUJOURD'HUI À 17H AU STADE DE OUAGA

# Qualification au Mondial : la première manche

L'heure de vérité est arrivée. Les Verts doivent en découdre aujourd'hui à partir de 17h au stade du 4-Août d'Ouagadougou avec la sélection du Burkina Faso, dans un match peut-être pas décisif, puisqu'il reste une

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À OUAGADOUGOU SAMIR LAMARI

manche à Blida, le 19 novembre prochain, mais important pour la qualification au Mondial 2014. Quatre ans après l'épopée d'Omdurman, les coéquipiers du capitaine courage Madjid Bouguerra remettent donc le fameux sésame de mondialiste en jeu, avec la nette ambition de rééditer l'exploit. Dans des conditions tout aussi favorables, dans la mesure où l'EN a repris depuis du poil de la bête après un passage à vide pour renouer avec les succès, notamment à l'extérieur. En effet, les Verts restent sur deux succès consécutifs en déplacement, au Bénin et au Rwanda, qui les ont mis sur les rails pour le Mondial de Rio. En sera-t-il de même aujourd'hui à Ouaga face à un adversaire beaucoup plus performant, qui a réussi l'exploit de se hisser en finale lors de la dernière coupe d'Afrique des nations et surtout de ravir la première place dans son groupe qualificatif au Mondial. Alors que les Algériens ont marqué le pas à la CAN avant de revenir en force au bon moment dans les éliminatoires à la Coupe du monde. Peu prolifique depuis le tirage au



sort des matches de barrage, le coach Halilhodzic est resté très discret sur son plan de bataille, il n'a pratiquement pas communiqué sur les qualités de l'adversaire et son plan pour le surprendre. En fin stratège, il a tout fait pour soustraire ses capés à la pression torride du match. "Il a cogité pendant longtemps sur ce match aller, très important à ses yeux. Il sait que c'est l'une des clés pour le Mondial", confie l'un de ses proches qui poursuit que "la bataille tactique sera déterminante". En fait,

Vahid a beaucoup parlé à ses joueurs, il a insisté sur la rigueur tactique et la nécessité d'être au top physiquement surtout dans des conditions climatiques difficiles, avec une chaleur à la limite du supportable. Comment compte-t-il donc procéder ? A priori, l'adage sportif qui dit qu'on ne change pas une équipe qui gagne sera de nouveau respecté. Halilhodzic va reprendre le même système avec une défense à quatre formée de Mostafa, Mesbah, Bougherra et Bel-

kalem. Devant ce quatuor, le coach national compte encore une fois renouveler l'expérience de la sentinelle : Medjani sera chargé de casser le jeu de l'adversaire et d'aider la défense. Au milieu, Guedioura, Taider et Feghouli s'occuperont de l'animation du jeu des Verts. Yebda et Lacen font les frais de ce choix. En attaque, Soudani et Slimani sont les mieux indiqués pour constituer le duo de pointe, même si Aoudia pourrait être l'invité surprise de Vahid.

S. L.

## ... Échos de Ouaga ...

### Paul Put est malade

■ Le coach de la sélection nationale du Burkina Faso, Paul Put est malade. Il souffre du paludisme mais il va mieux assure-t-on. Il a repris hier le travail alors que jeudi il était absent à la conférence de presse.

### Tous les billets ne se sont pas écoulés

■ Même si les Burkinabè promettent un stade archi-comble, nous avons en revanche remarqué hier dans les différents points de vente que les billets d'accès au stade ne sont pas encore totalement épuisés. Certes, ceux vendus à 500 francs CFA (même pas 1 euro) se sont rapidement volatilisés mais ceux de 2 000 et 5 000 francs CFA n'ont pratiquement pas trouvé preneurs. Il faut savoir que les supporters algériens ont eu droit à des billets à 1 500 francs CFA.

### Attention aux cartons !

■ Belkalem, Bougherra, Feghouli, Slimani, Guedioura et Yebda sont autant de joueurs menacés par un second carton qui sera synonyme de suspension pour le match retour. Alors nos gars doivent faire attention surtout avec l'arbitre zambien qui a l'habitude de dégainer trop vite.

### Hier, il a fait encore plus chaud

■ Durant la journée, la température est montée encore d'un cran. C'est dire qu'aujourd'hui, les conditions seront encore plus difficiles pour les Verts.

### L'Algérie évoluera en vert

■ Suite à la réunion technique qui a eu lieu hier, l'équipe algérienne va évoluer en vert et celle du Burkina Faso en blanc. Une tenue qui n'a pas beaucoup porté chance aux Verts, regrettons-t-on du côté de la FAF.

### Les joueurs ont fait une balade hier matin

■ Les joueurs de l'équipe nationale ont effectué hier matin une petite balade autour de leur quartier général à l'hôtel Laico. Ils ont décompressé un tant soit peu mais il faisait trop chaud hier pour trop s'attarder dehors.

### Ghilas et Karaoui dans les tribunes

■ Ghilas, Karaoui et un gardien de but ne seront pas concernés par le match d'aujourd'hui. Ils assisteront à la rencontre à partir des tribunes.

S. L.

IL L'A CONFIE À L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE LIBERTÉ, JEUDI, À SON ARRIVÉE À OUAGADOUGOU

## Halilhodzic craint surtout la chaleur !

À force de persévérance, on finit toujours par avoir quelque chose, dit-on, n'est-ce pas ? Avec le coach national Vahid Halilhodzic vous finissez toujours... par lui arracher un petit mot à force d'insister. L'envoyé spécial de Liberté à Ouagadougou, votre humble serviteur, en connaît un bout.

À l'issue d'une course-poursuite de quelques mètres, sur le sentier qui sépare le hall de l'aéroport international de Ouagadougou et le bus qui transportait jeudi aux environs de 15h la délégation de l'EN à l'hôtel Laico, quartier général des Verts, Vahid, se refusant à toute déclaration depuis le début du stage des Verts à Sidi Moussa, lâche finalement une petite phrase révélatrice sur ses craintes. "Il fait chaud, très chaud et ça va être chaud le jour du match", murmure à peine Vahid, le visage déjà crispé par la chaleur suffocante de Ou-

ga. En fait, le sélectionneur national a raison de nourrir quelques inquiétudes à ce propos. Une véritable chape de plomb s'abat sur la capitale du Burkina Faso, à l'heure du match (17h, heure algérienne).

La température avoisine les 35 degrés à laquelle il faut ajouter un taux d'humidité déprimant de 80%. Une chose est sûre, les joueurs algériens beaucoup plus habitués en Europe à des conditions climatiques plus clémentes vont souffrir le martyr. Il faudra gérer comme il se doit les efforts et ne pas passer le temps à courir derrière le ballon, sachant que l'adversaire va tenter de mettre la pression dès le coup d'envoi de la rencontre. Il ne faut pas oublier aussi que le public va tout faire pour accroître cette tension prévisible. On annonce déjà un stade archi-comble. En fait, les Burkinabés ont sciemment choisi cet horaire pour la rencontre ;

ils savent très bien que la chaleur n'est pas le meilleur allié des Algériens, contrairement aux joueurs du Burkina Faso habitués au mercure galo-pant. "Nous, nous sommes habitués à cette chaleur, et croyez-moi en ce moment, la température est plutôt clémente, car de coutume nous vivons en cette période de la saison sous des températures avoisinant largement les 40 degrés", nous fera remarquer un taxieur.

Il faut rappeler qu'initialement la rencontre était prévue à 18h, mais la fédération burkinabè a opté pour 17h pour accentuer la pression sur les Algériens. La dernière fois que les coéquipiers de Lacen ont joué à Ouagadougou, c'était il y a plus d'une année contre le Mali (défaite 2-1). La rencontre s'est déroulée en soirée avec des températures plus douces.

S. L.

## HASSEN YABDA À LIBERTÉ : "Nous sommes prêts"

C'est l'un des rares rescapés de l'épopée de Omdurman, le milieu de terrain Hassen Yebda de retour en EN après une longue période d'absence. Il a estimé, à l'arrivée de la délégation algérienne jeudi à l'aéroport de Ouagadougou, que les Verts sont prêts pour la bataille.

Liberté : L'EN accueillie triomphalement dans un pays où on va jouer une partie difficile, c'est sans doute rassurant, non ?

Hassen Yebda : Ah oui ! voir nos supporters se déplacer de cette façon et



en masse avec nous pour des matches aussi importants de qualification en Coupe du monde, c'est plus que ras-

surant, cela vous permet surtout de sentir que vous avez tout un peuple derrière vous. Cet accueil, c'est toujours mémorable et émouvant.

Cela doit vous rappeler aussi des moments pas très lointains aussi, n'est-ce pas ?

C'est sûr, j'ai fait partie du groupe du Mondial 2010 et voir ces images cela me rappelle forcément la période inoubliable que nous avons vécue ensemble lors du parcours en 2010. J'espère que cette fois encore, le peuple algérien sera de nouveau en fête.

Vous arrivez à Ouagadougou, c'est donc l'heure de vérité n'est-ce pas ? C'est cela, c'est le moment d'en dé-

couvrir comme on dit. Nous venons d'effectuer un bon stage à Sidi Moussa, nous avons bien travaillé, il reste à continuer ici pour être prêt le jour J. La chaleur suffocante ne vous gêne pas ?

C'est vrai qu'il fait chaud mais maintenant nous avons l'expérience des terrains africains et des conditions climatiques, c'est à nous de nous adapter et tenter de donner le meilleur de nous-mêmes.

Confiant alors pour ce match ?

Oui, je suis confiant et nous allons tout faire pour repartir d'ici avec un bon résultat.

HILAL SOUDANI

## "Ce merveilleux public mérite tous les sacrifices"

■ À la veille de la confrontation contre le Burkina Faso, l'attaquant Hilal Soudani, très prolifique en ce début de saison avec son club, le Dinamo de Zagreb, s'est montré confiant. "Nous sommes venus à Ouagadougou pour réaliser un bon résultat. Nous connaissons parfaitement notre adversaire et il nous connaît d'ailleurs assez bien. Ce sera une dure bataille, mais nous avons les moyens de repartir en Algérie avec un résultat rassurant avant le match retour", dit-il. Et d'ajouter : "Nous avons bien sûr visionné le jeu du Burkina Faso, nous avons notre idée là-dessus, nous sommes prêts pour ce rendez-vous." Soudani s'est montré en outre ravi par l'accueil des supporters, "des moments toujours magiques et pleins d'émotion", indique-t-il. "Nous ferons tout pour ne pas décevoir ce merveilleux public qui se déplace à chaque fois pour nous soutenir. Ces fidèles supporters méritent tous les sacrifices, les voir comme ça avec nous à chaque fois, franchement cela nous donne des ailes", ajoute-t-il. Pour ce qui est des conditions climatiques, Soudani diminue de l'importance d'un tel handicap d'un revers de main. "Vous savez, nous sommes maintenant habitués aux conditions de l'Afrique", conclut-il.

S. L.

TAMANRASSET

# Des fonctionnaires de l'éducation interpellent le wali

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tamanrasset risque de connaître une situation de remous à cause de la gestion "inéquitable" du dossier du logement.

Suite à l'affichage de la liste des bénéficiaires, les postulants qui se disent "lésés" interpellent le wali et lui demandent d'intervenir afin de mettre un terme à ce qu'ils qualifient de "mas-carade". Dans une pétition signée par près de 60 professeurs du moyen et du secondaire, les contestataires ont également exigé une commission d'enquête urgente à l'effet de réétudier les dossiers de logement dans la transparence et en application ferme de la réglementation y afférente. "La distribution des logements réservés aux enseignants s'est faite d'une manière douteuse par une commission de complaisance installée par le directeur de l'éducation. Tout en excluant les syndicats, la commission a procédé à l'attribution de ces logements sans respecter le barème ni les conditions d'éligibilité édictées par le ministère de tutelle. Nous nous sommes rapprochés du responsable chargé du bureau des logements auprès de la direction pour demander plus d'éclaircissements et d'informations sur les critères de sélection qui ont été adoptés et les délais nécessaires pour les recours, on a appris que la liste a été officiellement arrêtée et qu'aucun recours ne sera pris en considération. Là, nous nous sommes rendu compte que la première liste affichée quelques semaines après la rentrée scolaire ne sera pas modifiée, au grand bonheur des bénéficiaires qui seront prochainement convoqués par la direction pour prendre possession des clés de leur logement", expliquent les contestataires, non sans dépit. Et de renchérir : "C'est un procédé tout à fait contraire à la réglementation, du fait que des bénéficiaires auxquels ont été accordées des autorisations de sortie définitives pour aller enseigner dans les wilayas où ils ont été officiellement mutés, ont bénéficié de ces logements par voie de convenance. En



Selon Necib Abdelkader, directeur de l'éducation de Tamanrasset, la circulaire 79/2009 a fermement été appliquée.

plus, il s'avère que certains d'entre eux ont déjà bénéficié d'un logement lors de la distribution du premier quota réalisé par la direction. Pis encore, ces mêmes bénéficiaires n'y ont pas droit compte tenu de la réglementation en vigueur." Dans la même correspondance, dont nous détenons une copie, les rédacteurs font remarquer que "certains bénéficiaires ont été radiés injustement de la liste afin de faire bénéficier les adeptes et les proches de la secte de la direction. Le comble est que d'autres professeurs remplissant toutes les conditions requises, notamment celles liées à la situation de famille, au nombre d'enfants à char-

ge et à l'ancienneté du dossier, ont été exclus de cette opération qui a étrangement profité à leurs collègues du même grade et qui ont la même classification statutaire". Les concernés n'ont pas manqué de rappeler l'instruction donnée par le prédécesseur de Baba Ahmed au directeur de l'éducation (DE) de la wilaya, "laquelle instruction porte sur l'autorisation de reloger les enseignants nécessaires. Toutefois, elle n'a pas été appliquée". Joint par téléphone, Necib Abdelkader, DE de la wilaya de Tamanrasset, dit, de son côté, avoir "appliqué fermement la circulaire 79/2009 relative à l'attribution des lo-

gements d'astreinte et de fonction. La loi est claire : les enseignants de matières manquantes, à savoir le français, les mathématiques et la physique, qui sont en exercice à partir de l'année scolaire 2008-2009, passent en priorité. Sans exception aucune, je dirais que tous les dossiers ont été pris en charge dans le cadre du programme spécial accordé pour toutes les wilayas du Sud. Ce qu'il faut noter par ailleurs, c'est que notre direction ne relève pas du ministère de l'Habitat pour satisfaire toute la demande émise ou encore les souscripteurs enseignant des matières disponibles au niveau local".

RABAH KARECHE

## BRÈVES du Centre

BOUMERDÈS

### Les 500 logements FNPOS bientôt réceptionnés

Les 500 logements du FNPOS (Fonds national de péréquation des œuvres sociales) de Zemmouri, qui accuse plus de huit ans de retard dans la réalisation, seront livrés d'ici quelques mois, a indiqué le wali de Boumerdès, en marge de la journée arabe de l'habitat, organisée dernièrement à la maison de la culture Rachid-Mimouni. Une première tranche de 200 logements, en attente d'être alimentés en gaz, sera réceptionnée avant la fin de l'année en cours, alors que les 300 autres seront livrés au mois de juillet 2014, a-t-il précisé. Ce projet lancé en grande pompe en 2004 par quatre ministres, dont le chef de gouvernement M. Ouyahia, en présence du SG de l'UGTA, est resté abandonné pendant plusieurs années. Financé en grande partie par l'argent des travailleurs et des ONG internationales, notamment des fédérations syndicales, ce projet qui devait être terminé en 16 mois a pris plus de 8 ans de retard. Il a fallu l'intervention de l'actuel wali pour que le chantier redémarre, mais ce retard a fait doubler le montant de réalisation. Par ailleurs, on a appris que plus de 400 logements ruraux sur les 1000 inscrits ont été réceptionnés, alors que 500 autres sont en cours de réalisation. Plus de 1300 autres sont en voie de lancement. La wilaya dispose d'un programme important de projets de logements, a affirmé le wali, dont 4800 logements LPA, 7000 LSP, 4000 LPP, 8000 AADL et 4000 RHP qui font partie des 12 000 logements RHP accordés il y a plus de quatre mois par le gouvernement à la wilaya de Boumerdès.

M. T.

BOUIRA

### Deux morts dans un accident de la circulation

Un camion de gros tonnage est entré en collision avec un véhicule léger, jeudi dernier, vers 8h, aux abords de l'autoroute Est-Ouest, non loin d'El-Esnam. Les deux occupants de la voiture, âgés de 38 ans et de 46 ans, ont succombé au choc frontal. Les corps des deux victimes ont été acheminés vers l'EPH Mohamed-Boudiaf. L'excès de vitesse serait vraisemblablement la cause de cet accident. Une enquête a été ouverte par les autorités territorialement compétentes.

A. D.

BLIDA

### Un Camerounais et un Malien arrêtés pour séjour illégal

Deux ressortissants africains ont été arrêtés à la fin de la semaine dernière par les éléments de la gendarmerie, qui assurent le barrage fixe à Béni Méred. Au cours d'une opération routinière de contrôle et vérification des papiers d'identité, les gendarmes ont découvert deux ressortissants africains qui n'avaient aucun document qui prouve leur séjour en Algérie. Les recherches effectuées ont permis d'identifier les deux individus, les dénommés M.S., 30 ans, ressortissant camerounais, et M. I., 29 ans, ressortissant malien. Les deux suspects ont été présentés à la fin de la semaine écoulée devant le procureur de la République près le tribunal de Blida, qui les a placés en détention préventive sous le chef d'inculpation de séjour illégal.

K. FAWZI

## À L'INITIATIVE DE L'INSTITUT DES SCIENCES COMPTABLES (ISC) DE TIZI OUZOU

# Séminaire sur la fiscalité douanière

Un séminaire portant sur le thème "La maîtrise de la fiscalité : instrument d'évaluation du coût à l'importation douanière" a été organisé, la semaine dernière, à l'Institut des sciences commerciales (ISC) de Tizi Ouzou. Des spécialistes de la fiscalité se sont relayés à la tribune durant ces deux journées pour informer la nombreuse assistance quant aux arcanes de cette spécialité complexe. Différents sujets relatifs à cette thématique qui vise à faire connaître les modalités d'application des droits et taxes perçus à l'importation dans notre pays ont été abordés par les conférenciers et ont donné lieu à des débats très intéressants. Une nombreuse assistance a pris part à ces deux journées d'étude, notamment des chargés du commerce international, des managers d'entreprises, des cadres comptables et des fiscalistes relevant des secteurs public et privé. La première journée a été axée sur cinq thèmes principaux, à savoir les éléments de taxation douanière, les régimes douaniers économiques, les opérateurs économiques agréés, le processus de dé-

mantèlement tarifaire et les droits de douane et redevances. Les animateurs de cette première journée se sont étalés sur des aspects plutôt méconnus par un grand nombre de nos opérateurs publics et privés qui ont pourtant recours à l'importation. Des procédés qui peuvent leur faciliter leurs opérations et leur accorder beaucoup d'avantages, tels que le statut d'opérateur économique agréé (OEA) qui est délivré par la direction des Douanes pour les opérateurs justifiant de certaines conditions. Entre autres conditions, la bonne moralité et la bonne réputation, la fréquence dans les importations, l'absence d'antécédents négatifs avec l'administration des Douanes et enfin une bonne santé financière. Un conférencier indiquera même que seulement 90 agents et opérateurs OEA ont été enregistrés jusqu'à juillet 2013 en Algérie, alors que notre pays compte des centaines d'importateurs. La deuxième journée a été consacrée à l'explication des différentes taxes qui sont appliquées aux importations. Les taxes sur le chiffre d'affaires, les imports directs et les taxes spécifiques appliquées aux divers produits impor-

tés dans notre pays. Des ateliers ont été ouverts par les conférenciers au profits des participants en cours d'après-midi pour les imprégner davantage à la nouvelle réglementation en matière de fiscalité douanière.

AREZKI IBERSIENE

BERROUAGHIA (MÉDÉA)

### Six personnes asphyxiées par l'incendie de 10 compteurs électriques

Une dizaine de compteurs électriques ont été ravagés par le feu, mercredi dernier dans la soirée, dans un bâtiment situé dans la cité du 1er-Novembre à Berrouaghia. Provoqué par un court-circuit, l'incendie s'est rapidement propagé dans la cage d'escalier où tous les compteurs électriques sont regroupés par les services de Sonelgaz. Six personnes, dont l'âge varie entre 9 et 40 ans, ont été asphyxiées par la fumée causée par le feu. Elles ont eu des complications respiratoires et ont été secourues sur les lieux par les éléments de la Protection civile de l'unité secondaire de Berrouaghia. En outre, 2 personnes traumatisées par le choc causé par le sinistre ont été évacuées vers l'établissement hospitalier de la ville.

M. EL BEY

## BRÈVES de l'Est

GUELMA

## 5 000 logements ruraux seront attribués

■ Au cours de la troisième session de l'APW qui s'était tenue mercredi et jeudi derniers, le wali a annoncé l'octroi par le gouvernement d'un nouveau quota de 5 000 logements ruraux à la wilaya de Guelma dont la vocation est agricole. Cette affectation permettra aux autorités locales de satisfaire les demandes formulées par les fellahs qui ont regagné leurs terres pour s'adonner aux travaux agricoles, à l'élevage, à l'apiculture, à l'aviculture, etc. Le chef de l'exécutif a invité les élus locaux à s'impliquer dans cette opération car seules les demandes présentant tous les critères requis seront étudiées par les commissions d'attribution des dix daïras couvrant les 34 communes du territoire de la wilaya. Les opportunistes et les fraudeurs seront systématiquement écartés grâce au concours et à la collaboration de tous les élus de l'APW.

HAMID BAALI

BENI FOUA (SÉTIF)

## Faible quota pour l'habitat rural

■ La commune de Beni Foua située au nord-est de la wilaya de Sétif vient de bénéficier de 45 aides dédiées à l'habitat rural. Selon le premier responsable de l'APC, ce quota ne peut satisfaire la demande dans cette formule de logement qui connaît un grand engouement. Les années précédentes, la localité bénéficiait de quotas plus importants. Pas moins de 100 aides étaient octroyées annuellement à la commune qui compte pas moins de 1100 demandes.

AMAR LOUCIF

JIJEL

## 14 accidents de la circulation en une semaine

■ Deux accidents de la route ont été enregistrés en fin de semaine (jeudi) à Jijel faisant deux blessés. Le premier accident s'est produit au Camp Chevalier sur les hauteurs de la ville, quand un motocycliste est percuté de plein fouet une voiture qui roulait en sens inverse. Des témoins ayant assisté à la scène ont affirmé que le motocycliste roulait à vive allure avant de perdre le contrôle de son engin et heurter la voiture. A l'arrivée des secours, la victime, âgée d'une trentaine d'années, souffrait de douleurs aux jambes avec des suspicions de fractures. Blessé, le motocycliste a été évacué vers l'hôpital de Jijel. Le second accident a eu lieu sur la RN43 reliant Jijel à Constantine plus précisément du côté du pôle universitaire de Tassouste. Il s'agit du dérapage d'un véhicule de tourisme qui a fait deux tonneaux après que le chauffeur ait perdu le contrôle. Le conducteur a été blessé. Notons que les éléments de la police de Jijel ont enregistré la semaine écoulée un total de 14 accidents de la circulation occasionnant des blessures à 15 personnes.

MOULOUD SAOU

SKIKDA

## Un nouveau directeur de l'éducation

■ Un nouveau directeur a été installé à la tête de la direction de l'éducation de la wilaya de Skikda, au début de cette semaine au siège de la wilaya. Il s'agit de Youcef Merrioua, qui a remplacé Brahim Serdouk, parti à la retraite après avoir passé deux années à la tête de l'éducation à Skikda. Le nouveau directeur dispose d'une licence en chimie obtenue à l'université de Constantine. Il exerce le poste de professeur de physique et chimie dans l'enseignement secondaire. Son dernier poste avant sa promotion en tant que directeur de l'éducation fut proviseur du lycée Tarek-Ibn-Ziad de Constantine. Ce lycée est considéré comme l'un des meilleurs en matière de résultats scolaires, de gestion et d'équipements modernes.

A. BOUKARINE

## SALON INTERNATIONAL DU BÂTIMENT ANNABA BUILD 2013

# Un franc succès pour les organisateurs de la manifestation

Les organisateurs annoncent non sans fierté, que ce Salon international a reçu la visite non seulement des consuls généraux de France et de la Fédération de Russie mais aussi de toutes les autorités locales, qui en ont ainsi apprécié l'importance stratégique pour la région.

Le deuxième Salon international du bâtiment, "Build 2013", qu'a abrité le complexe omnisports du 19-Mai1956 de Annaba, quatre jours durant, a fermé ses portes en fin de semaine dans une ambiance chaleureuse. Le président de la CCI Seybouse, Rachid Ghimouz, qui en est l'un des principaux initiateurs aux côtés du directeur de cette même institution et celui de l'Agence de communication Deuze, se félicite du niveau élevé de fréquentation de cette manifestation économique. "Nous avons en grande partie réussi notre pari en réunissant plus de 80 exposants représentant le secteur de la construction cette année. Nos partenaires venus de 8 pays différents ont répondu favorablement à notre invitation avec la même spontanéité que les opérateurs nationaux, accourus en nombre pour participer à cette deuxième édition du Salon international Build. Ceci nous encourage à aller de l'avant et à préparer dès maintenant une autre manifestation du genre, en plus grand, nous espérons", a déclaré Rachid Ghimouz. Les organisateurs annoncent non sans fierté, que ce salon international a reçu la visite non seulement des consuls généraux de France et de la Fédération de Russie mais aussi de toutes les autorités locales, qui en ont ainsi apprécié l'importance stratégique pour la région. Côté public, la direction de la chambre de commerce située à quelque 10 000 le nombre des visiteurs, qui se sont pressés au niveau des stands d'exposition. Lieu de rencontre et d'échanges entre opérateurs algériens et étrangers des secteurs de l'habitat promotionnel, de l'aménagement urbain et de la décoration, ce salon a été l'opportunité pour ceux-ci de passer des contrats, tisser des liens ou à tout le moins tirer enseignement de l'expérience et du savoir-faire des professionnels présents sur le site. Il y a lieu de signaler qu'une dizaine de conférences consacrées, notamment, aux aspects techniques de

la construction, aux aménagements urbains et aux applications techniques modernes, dans la conduite des chantiers, a été organisée et que toutes les communications ont été suivies avec intérêt par de nombreux jeunes promoteurs. Les chefs d'entreprise, dont certains ont été encouragés par le biais des dispositifs Cnac et Ansej, évoquent tout particulièrement la conférence qui a été animée par Fabrice Bonnet, un consultant auprès de Eiffage construction, un groupe européen du BTP, spécialiste méthodes et qui est également expert en matière de réception de chantier BTP. Tout comme ils auraient été subjugués par l'intervention de Sami Benelhadj Saïd, un expert reconnu

en France en gestion de projets, qui expliquait les fondamentaux de la gestion d'un chantier BTP de bout en bout. La Chambre de commerce et d'industrie Seybouse a surtout profité de cette manifestation pour présenter les différents projets structurants dont a bénéficié la wilaya de Annaba. Les responsables du secteur ont présenté, notamment, les grandes lignes du futur pôle urbain intégré à la nouvelle ville à Draâ-Errih, qui prévoit la construction de 50 000 logements et des structures socioéconomiques qui les accompagnent dans un premier temps et dont les travaux ont débuté il y a peu.

A. ALLIA

## DÉCRET POUR AMÉNAGER LES BAIES DE CHETAÏBI (ANNABA)

## La population de l'antique Tacatua s'y oppose

Après l'adoption par décret des plans d'aménagement touristique (PAT) de la baie ouest de Chetaïbi et d'Oued Bagrat (Séraïdi), dans la wilaya de Annaba, pour abriter des projets d'investissement propres au secteur, en mesure de participer au développement et à la promotion du tourisme en Algérie, la population de l'ex-Herbillon sort de son mutisme et dit non. Implantés en dehors de la ville, ces deux PAT validés vont permettre, estime-t-on, au secteur du tourisme de connaître un nouvel élan. Mais les habitants

veulent sauvegarder cette région à l'état sauvage, car la splendeur de la baie ouest ne peut en aucun cas être enlaidie par la masse de béton qui risque d'envahir telle une métastase cette zone protégée par Ramsar et réputée à l'échelle planétaire. "La baie, l'une des plus belles au monde, est un véritable don du ciel. C'est notre espace de repos et d'aération, notre raison de vivre. C'est un merveilleux tatouage architectural épousant les traits de la nature et mariant la montagne à la mer. Nous ne nous opposons pas aux décisions des respon-

sables, qui cherchent à impulser un nouvel élan au secteur du tourisme par la création d'infrastructures hôtelières sur des sites féériques très appréciés. Mais protéger cette offrande de la nature est un devoir. De plus, les beaux coins ne manquent pas dans cette région balnéaire par excellence." C'est ce qu'ont affirmé les gens du village approchés à ce sujet. À l'est du pays, la wilaya de Annaba, au même titre que celle d'El-Tarf, entre autres, vient d'être choisie comme étant un pôle d'excellence touristique, dans le cadre du schéma national d'aména-

gement du territoire (Snat), révèlent des sources proches de la wilaya. Le PAT prévoit la réalisation dans ces deux zones touristiques des infrastructures hôtelières de haut standing, devant résorber une bonne partie du déficit en la matière. En matière d'infrastructures d'accueil, la wilaya de Annaba compte actuellement environ 4000 lits seulement, implantés principalement au chef-lieu de wilaya et qui sont loin de répondre à une demande sans cesse croissante.

B. BADIS

## LE MANQUE DE LIQUIDITÉS PERSISTE

## Rush sur les bureaux de poste à Khenchela

À la veille de l'Aïd El-Adha, c'est le rush sur les bureaux de poste. Que ce soit dans le chef-lieu de wilaya ou ailleurs, les habituelles scènes de longues files d'attente devant les guichets sont légion. Les besoins en liquidités sont énormes pour les ménages. En dépit des promesses d'Algérie Poste, les usagers se plaignent du manque chronique de liquidités dans les bureaux de poste. Le réseau postal peine à faire face au manque de li-

quidités. Un problème qui s'est particulièrement aggravé durant cette semaine. Les bureaux de poste de la cité Sonatiba en passant par Ennasr, la grande poste comme la petite, à la cité Hasnaoui au même titre que la nouvelle ville étaient pleins à craquer, investis par les usagers venus en masse encaisser un chèque. Même les agences bancaires n'ont pas dérogé à la règle, à la veille d'un événement important, synonyme de dépenses impor-

tantes où des chaînes interminables étaient visibles. Il était aussi difficile de trouver un moyen quelconque de transport, particulièrement les taxis. De plus, il faut signaler que les distributeurs automatiques d'argent sont pris d'assaut, il faut noter que les gens ici commencent à perdre patience devant ce point noir perpétuel de manque de liquidités.

M. Z.

RAHOUIA (TIARET)

# Des "oubliés" du prochain recasement dénoncent

En effet, affirme Benhamouda M'hamed, "je réside avec 5 membres de ma famille, dont une jeune fille handicapée, dans cette cité illicite depuis 1990. Nous sommes, d'ailleurs, les premiers à avoir érigé un habitat précaire dans ce bidonville, faute de logement".



Les familles souhaitent être toutes relogées après la démolition de leur habitat précaire.

Dans une requête adressée au président de la République, dont une copie a été transmise à notre journal, le chef d'une famille résidant au bidonville Bennounis-Rabah crie sa détresse et dénonce le "jeu trouble des responsables de la daïra de Rahouia, qui tentent de priver une famille sans ressources de son droit au logement". En effet, affirme Benhamouda M'hamed, "je réside avec 5 membres de ma famille, dont une jeune fille handicapée, dans cette cité illicite depuis 1990. Nous sommes,

d'ailleurs, les premiers à avoir érigé un habitat précaire dans ce bidonville, faute de logement. Lors de l'opération de recensement des occupants du bidonville, entamée en 2007, notre mesure a été enregistrée sous le numéro 85. Or, en septembre dernier, nous avons été abasourdis en apprenant que notre nom ne figure pas sur la liste des familles qui doivent être relogées au cours de la semaine prochaine. Des personnes installées dans le bidonville bien après nous ont obtenu le précieux sésame d'un logement décent, mais pas nous. Lors d'une audience auprès du chef de la daïra de Rahouia, ce dernier m'a clairement si-

gnifié que mon nom ne figure pas sur la liste des personnes à recaser. Aucun responsable de la daïra et de la wilaya de Tiaret ne veut assumer l'erreur - si erreur, il y a -, ou l'abus commis par la commission en charge de l'opération de relogement pilotée par le chef de daïra". Partant de cet "abus flagrant", la famille Benhamouda sollicite l'intervention du premier magistrat du pays afin qu'elle recouvre son droit à un toit. D'autant plus que les infortunés mal-logés risquent de se retrouver à la rue la semaine prochaine. En effet, par un tour de passe-passe dont elle seule a le secret, si l'administra-

tion a "oublié" de lister cette famille parmi les futurs recasés, elle a bel et bien programmé la démolition de la baraque abritant ses membres. A faire à suivre...

M. SEGHIER

AÏN TÉMOUCHENT

## Les fellahs revendiquent leurs cotisations

Les fellahs de la wilaya de Aïn Témouchent se sont réunis tout récemment en conclave sous l'égide de l'UNPA, pour débattre des problèmes et autres préoccupations auxquels ils font face. Parmi les principaux points inscrits à l'ordre du jour figure celui des modalités d'oc-

trois du crédit d'investissement Et-tahadi par la BADR, dans le cadre de la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage sur les terres agricoles non exploitées, relevant de la propriété privée ou du domaine privé de l'État, ainsi que des obstacles que rencontrent les fellahs avec la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) depuis 1996. Ils revendiquent la régularisation de leur situation depuis 1988,

du temps où ils étaient salariés, et qu'ils puissent valider leurs années de cotisation afin de faire valoir leur droit à la retraite. D'autres fellahs revendiquent la régularisation de leur situation depuis 1965, du temps où ils cotisaient à l'ex-Casoran. "C'est notre droit le plus absolu", affirmera l'un des participants dont le plus jeune dépasse largement les 65 ans.

M. LARADJ

EL-AMRIA

## Un jeune marié retrouvé pendu

Jeudi dernier, la paisible localité d'El-Amria (à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Aïn Témouchent) a vécu un drame particulier. S. S., 27 ans, marié à une émigrée, a

été retrouvé pendu à l'aide d'un fil de fer à l'intérieur de son local commercial, apprend-on d'une source sûre. Le corps a été déposé par les éléments de la Protection civile à la morgue de l'hôpital

Ahmed-Medeghri de Aïn Témouchent, alors que les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de ce drame.

M. L.

### 60 têtes de moutons sauvées du feu à Aïn Tolba

Nous avons appris de sources bien informées qu'une soixantaine de têtes de moutons a été sauvée après l'incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une bergerie à Aïn Tolba (Aïn Témouchent). Il aura fallu deux heures d'intervention pour les agents de la Protection civile pour parvenir à circonscrire le feu et sauver le cheptel. Les éléments de la brigade de gendarmerie ont ouvert une enquête pour déterminer les causes réelles de cet incendie dont les circonstances demeurent inconnues.

M. L.

## BRÈVES de l'Ouest

SIDI BEL-ABBÈS

### La police enquête sur le décès d'une parturiente

Les services de la Sûreté de wilaya, agissant sur la base d'une plainte, ont ouvert une enquête pour négligence qui a causé le décès d'une parturiente âgée de 39 ans, à la suite d'un accouchement pratiqué à la maternité obstétrique de Sidi Bel-Abbès. Selon notre source, la victime devait accoucher par césarienne, alors que l'accouchement s'est effectué de façon normale. Suite à cette opération, la défunte a eu de graves complications, notamment une hémorragie qui l'aurait fait sombrer dans un coma. Elle est décédée le lendemain.

B. AZIZ

### Saisie de 30 tonnes de cuivre à Ben Badis

30 t de déchets de cuivre, destinées à la contrebande, ont été saisies, mercredi dernier, par les éléments de la Gendarmerie nationale lors d'un barrage routier dressé à l'entrée de la ville de Ben Badis (40 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya), suite à l'interception d'un camion en provenance de Mascara et se dirigeant vers Magnia. La marchandise et le camion ont été saisis et deux mis en cause ont été arrêtés. Une enquête a été ouverte pour déterminer l'origine du cuivre.

A. BOUSMAHA

### Un SDF retrouvé mort et un retraité décède devant le bureau de poste

Le corps sans vie d'un sexagénaire sans domicile fixe a été découvert, jeudi dernier, à l'aube, à proximité du bureau de poste de Sakia El-Hamra à Sidi Bel-Abbès. La dépouille a été déposée à la morgue du CHU Abdelkader-Hassani de Sidi Bel-Abbès pour autopsie. Dans la même journée, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour évacuer le corps de B. M., un septuagénaire, victime vraisemblablement d'un arrêt cardiaque. Le défunt se trouvait devant le bureau de poste de Sidi Yacine et s'appêtait à encaisser sa pension de retraite.

A. B.

ORAN

### Un élève agresse son professeur avec un sabre

Jeudi matin, devant la porte de l'ancien lycée de la commune de Oued Tlélat, F.M., un enseignant de langue française a failli être lynché par un de ses élèves de 3e AS. Muni d'un sabre, le lycéen voulait à tout prix se venger des remontrances de son prof, proférées à son encontre la veille, devant ses camarades. Evacué vers les urgences à la polyclinique, l'enseignant a reçu les premiers soins. Si ses blessures s'avèrent moins graves, son état de choc est irrémédiable. Il a déposé une plainte à la sûreté de daïra et l'enquête suit son cours. "En fait, les choses auraient pu être dramatiques si l'élève avait utilisé la partie tranchante du sabre et si le professeur n'était pas assez robuste pour dissuader l'agresseur sans oublier les cris qui fusaient de partout", affirment des jeunes adolescents présents au moment des faits.

NOUREDDINE BENABBOU

### Un camion fou fauche deux personnes à Hassi Bounif

Ce jeudi, vers 15h20, un camion de marque Toyota a percuté deux personnes les tuant sur place au niveau de la rue principale de la commune de Hassi Bounif. Le conducteur, et après avoir perdu le contrôle de son véhicule, a percuté une mère, âgée de cinquante ans et sa fille de 26 ans. Les victimes ont rendu l'âme avant leur évacuation à l'hôpital.

S. O.

### Saisie de 3 kg de kif à Es Senia

Les gendarmes ont arrêté au courant de la semaine dernière un narcotraffiquant dans la localité d'Es Senia. Le mis en cause, un sexagénaire, gardait dans sa maison 3 kg de kif traité. Selon les informations parvenues aux gendarmes, le mis en cause, qui alimentait les dealers de quartiers, a été présenté devant la justice pour détention et commercialisation de stupéfiants.

B. AMIRA

MASCARA

### La nouvelle directrice de l'éducation installée

Saïmi Salih a été installée dans ses nouvelles fonctions à la tête de la direction de l'éducation nationale de la wilaya de Mascara. La cérémonie d'investiture a été présidée par le chef de l'exécutif. Dans son allocution d'ouverture, le wali a mis l'accent sur les efforts consentis par le défunt directeur décédé suite à une crise cardiaque le mois passé et a tenu à rassurer celle qui est chargée d'assumer la continuité du soutien des services de la wilaya afin que la wilaya puisse se distinguer de nouveau dans le domaine des résultats scolaires.

A. B.

### Saisie de 681 bouteilles de boissons alcoolisées

Les policiers du 4e ont saisi 681 bouteilles de bière de différentes marques et 34 millions de centimes, détenus par B. S., 29 ans. Les policiers ont intervenu à la suite d'une information émanant des voisins qui ont dénoncé B. S. comme revendeur de boissons alcoolisées à l'intérieur même de son domicile. Muni d'un mandat de perquisition, les policiers ont procédé à la fouille du domicile du mis en cause ce qui leur a permis de découvrir les boissons alcoolisées ainsi que du kif et des psychotropes destinés à sa consommation personnelle. Présenté devant le procureur de la république près du tribunal de Mascara, il a été écroué.

A. B.

Vous écrivez des histoires et aimeriez les faire publier. Envoyez-les-nous à l'adresse suivante : libertehistoires@gmail.com. Si après sélection, elles retiennent l'attention de la rédaction, elles seront publiées.

## CHRONIQUE DU TEMPS QUI PASSE

Récit de Adila Katia

35<sup>e</sup> partie

# Les sacrifices

**Résumé :** Rien n'a de saveur pour Lisa qui n'a jamais quitté sa mère. Elle l'imagine seule, face à la télé qui ne remplace pas une famille. Hamid lui rappelle qu'elle refuse de vivre avec eux. Lisa finit par penser que son frère peut convaincre leur mère. Elle lui envoie un e-mail et attend sa réponse...

Lisa est sur les nerfs, aucun appel, aucun message de son frère. Elle ne cesse de regarder son portable et vérifie les arrivées d'e-mails toutes les cinq minutes. Elle est de mauvaise humeur, et Hamid l'évite au laboratoire, refusant de s'accrocher avec elle.

Quoi qu'il dise, elle montre les dents. Il comprend qu'elle attend un signe de son frère, mais qu'elle s'impatiente au point d'être insupportable. Dès qu'ils rentrent chez eux, elle va dans leur chambre, pose son sac sur une chaise puis va s'allonger après avoir retiré ses chaussures. Hamid la regarde depuis le couloir. Il a envie de s'expliquer avec elle, mais refuse de gâcher la soirée à venir.

La journée a été longue, et l'humeur de Lisa n'a pas arrangé les choses.

En fait, au labo, il l'a vue si préoccupée et irascible qu'il a demandé à ces collègues de révéifier les analyses qu'elle effectuait.

Il avait conscience qu'elle pouvait se

tromper en étant aveuglée par sa colère contenue.

Il n'entre pas dans la chambre.

- Tu devrais prendre un bain, cela te tendrait un peu, dit-il en s'approchant, s'appuyant à la porte. Je peux préparer le dîner. De quoi as-tu envie ?

- Rien, marmonne-t-elle, je veux dormir...

Hamid, épuisé par la longue journée et las de la mauvaise humeur de Lisa qui avait mis de la tension au laboratoire, éteint la lumière et tire la porte derrière lui. Il n'a pas insisté. Il se sent prêt à exploser. Il lui en veut. Elle ne doit pas se comporter ainsi avec lui, avec leurs collègues.

Elle l'a déçu. Après une douche rapide, il se met en jogging et va à la cuisine où il prépare le dîner, des spaghettis. Le temps de la cuisson, il se rend au salon et allume la télévision. Il regarde une émission sportive. Il pourrait y passer la nuit.

Mais la crainte de brûler le dîner le

pousse à retourner en cuisine. Il prépare de la salade et met tout sur un plateau qu'il emporte au salon, en face de la télé. Il pense à retourner auprès de Lisa, de la réveiller si elle dort, car sa colère est tombée. Mais il décide de la laisser réaliser combien elle a été insupportable. Si elle a une conscience, elle ne recommencera plus.

Si sa mère acceptait, les choses seraient plus simples. Hamid réalise qu'ils sont mariés depuis quelques jours et se comportent comme s'ils l'étaient depuis longtemps.

On devrait partir en voyage, pense-t-il en allant prendre son portable. Cela lui fera du bien, de couper, de s'amuser un peu... On n'a rien fait comme les autres mariés !

Il appelle une de ses connaissances qui travaille dans une agence de voyages.

Il lui demande de réserver deux billets pour la Grèce, dès le lendemain. Il passera à l'agence pour régler et choisir la date de départ. Il allait surprendre Lisa. Après ce coup de fil, il va la voir. Elle dort profondément.

Ses sourcils sont froncés, ses lèvres pincées. a croire que sa colère la poursuit même dans son sommeil. Elle en veut à son frère mais il trouve qu'elle exagère. Il finira par répondre à son e-mail. Il lui caresse la joue avant de retourner au salon où un match était rediffusé à sa grande joie.

Il emporte le plateau à la cuisine et rince vite la vaisselle avant d'aller s'installer



en face de la télé. Son portable mis en vibreur attire son attention. C'est Maya, sa belle-mère. Elle prend rapidement de ses nouvelles puis de sa fille.

- J'essaie de la joindre mais son portable est éteint, dit-elle.

- Elle dort, dit Hamid. Elle était épuisée. La journée a été longue...

Il ne lui dit pas qu'elle n'a pas dormi la veille et pourquoi.

-S'il te plaît Hamid, je te prierais de lui dire de passer demain !

- Tu as besoin de quelque chose ? Si c'est urgent, je peux venir maintenant, propose-t-il en coupant le son de la télé. Khalti, s'il y a quoi que ce soit,

je suis là ! Nous sommes là !

- Non, cela peut attendre demain, répond Maya. Merci Hamid mon fils... Bonne nuit !

Elle raccroche. Hamid comprend l'inquiétude de Lisa. Si sa mère acceptait, les choses seraient plus simples pour eux. Ils l'auraient sous les yeux. Ils auraient pu prendre soin d'elle. Il se demande si Sabri n'a pas joint sa mère pour lui faire entendre raison...

(À suivre)

A. K.

adilaliberte@yahoo.fr :

VOS RÉACTIONS ET VOS TÉMOIGNAGES SONT LES BIENVENUS.

Récit de Yasmina Hanane

20<sup>e</sup> partie

# La révolution de mon père



**Résumé :** Une fois le travail terminé, je me sentais épuisé. Fatiha avait préparé un petit déjeuner consistant avant d'aller s'allonger sur une couverture. Si Ahmed s'était encore une fois surpassé. Amar s'approcha de moi. Au prochain combat je serais des leurs, m'apprendra-t-il. Il me demandera ensuite d'aller prendre quelques heures de repos. Combien d'heures avais-je dormi ? Je ne m'en souviens pas. Mais on ne m'avait pas réveillé.

Une bonne odeur vint titiller mes narines. Fatiha s'activait à préparer le repas du soir. Elle avait prévu un couscous au poulet. Je sentais le gargouillement de mes tripes. Je n'avais presque pas mangé de la journée. Je me frotte les yeux avant de me lever et de plier ma couverture. Fatiha me sourit :

-Tu te sens mieux ?

-Oui, beaucoup mieux... et... et j'ai faim.

Elle sourit :

-Je vais servir le dîner. Pour une fois, depuis des lustres, nous aurons droit à un vrai repas.

Mustapha et Mohamed nettoyaient leurs armes tandis que les autres discutaient à voix basse. Da Belaïd somnolait et Amar lisait un vieux journal. Il sourit à ma vue.

-Bien dormi ?

-Oui, très bien même. Rien ne m'avait tiré de mon sommeil si ce n'était cette

succulente odeur de couscous...

Il sourit encore :

-Nous sommes tous friands de ce plat...

Fatiha vint déposer devant nous le dîner. Le couscous était arrosé de sauce et parsemé de minuscules morceaux de poulet :

-Chacun pourra au moins goûter à ce poulet rachitique, nous lance-t-elle comme pour s'excuser de ne pouvoir nous offrir davantage.

Mais pour nous, c'était un festin. Da Belaïd, malgré une dentition défaillante, mangea avec appétit.

À la fin du repas, un djoundi prépare du café, et nous nous retirons dans un coin, pour le siroter tout en discutant de l'éventualité de quitter le refuge dans les jours à venir si toutefois aucun inconvénient ne vient contredire nos plans.

On avait enterré les trois martyrs sous un olivier centenaire. Quelqu'un y avait gravé leurs noms dans l'espoir de les retrouver un jour et leur donner une meilleure sépulture.

Chaque djoundi avait gardé son arme auprès de lui. Tout le monde était prêt..., prêt à riposter au moindre bruit, au moindre froissement des branches d'arbre qui fermaient l'entrée du refuge.

Si Ahmed, qui dormait, et qu'on n'avait pas voulu déranger, nous rejoint. Il s'était emmitoufflé dans un vieux burnous. Avant de faire honneur au couscous de Fatiha, il avait d'abord jeté un coup d'œil sur les blessés. Ces derniers ont pu eux aussi avoir droit à ce dîner inattendu, et certains d'entre eux avaient même demandé du café. Un bon signe pour l'œil expérimenté de notre médecin qui se frotta les mains avant d'entamer son repas.

Il relève la tête et me sourit :

-Boualem...

-Oui papa... ?

-Nous avons fait du bon travail... Il n'y a aucune infection à signaler. Grâce à Dieu...

-J'en suis heureux.

-Mais si cette fois-ci nous nous sommes bien tirés, ce ne sera pas toujours le cas... La guerre n'est pas clémente, mon fils.

-Je l'ai très bien compris...

-Bien, alors laisse-moi terminer mon repas, avant de penser à changer les pansements de nos amis.

Les sentinelles qui veillaient à l'extérieur du refuge et sur les crêtes environnantes, furent rappelées et remplacées par d'autres. Tout le monde connaissait son rôle et l'exécutait comme il se devait. J'apprenais à chaque minute un peu plus... La nuit était tombée, mais nous craignons toujours une intrusion ennemie.

Je me mets à préparer les bandages et les désinfectants. Si Ahmed me rejoint, et nous procédons au changement des pansements.

Fatiha vint nous donner un coup de main, avant de se retirer. On l'avait sûrement sollicitée pour une autre mission. Peut-être va-t-elle redescendre au village ?

À cette idée, je sentis mon cœur se serrer... Cette brave femme affronte mille et un dangers quotidiens. Elle ne reculait devant rien... Encore une fois, je fus admiratif devant elle.

Mais pour cette nuit, elle n'avait pas de mission précise. Une autre femme était venue nous rejoindre : Kheira... Je pensais que les femmes étaient des êtres faibles et appréhendaient la guerre et ses affres... La présence de ces dernières parmi nous effaçait mes doutes et mes pensées négatives.

Kheira était partie se reposer quelques jours dans un village. Elle avait reçu des éclats de grenade au niveau de son bras gauche et avait dû faire une trêve. Ses blessures n'étaient pas profondes mais le médecin lui avait recommandé un repos total et une petite convalescence qu'elle avait dû accepter de mauvaise grâce. Le sourire aux lèvres, elle salua tout le monde, avant de s'approcher de nous :

-Alors les blouses blanches... je peux vous donner un coup de main ?

-Ça ne sera pas de trop, ma chère, lui lance Si Ahmed.

Elle me regarde et lance :

-Tu es un bleu ?

-Si on veut. Mais j'ai l'impression d'avoir toujours été là.

-Exact ! Cette impression nous l'avions tous ressentie... La guerre vous mûrit en quelques heures... Heu... combien de blessés pour cette fois ?

-Une dizaine... et... et trois martyrs ! Elle regarde Si Ahmed d'un air effaré :

-Ne me dis pas...

-Non... Belkacem n'était pas avec nous...

Je la sentais se détendre. Belkacem était son frère !

-Heu... je suis désolée pour les trois frères... C'était... ?

-Nourredine, Youcef et Hacène.

Le regard grave, Kheira hoche la tête en essayant deux larmes :

-Que Dieu ait leur âme... Mon cœur saigne pour eux... Hélas, nous savons tous que c'est le tribut à payer. Je me demande qui sera le prochain martyr.

Si Ahmed tente de plaisanter :

-Toi...

Elle rit :

-Je ne pourrais y échapper moi non plus si cela est écrit...

Si Ahmed lui serre le bras :

-La mort n'est plus une inconnue pour nous... Nous la taquinons à chaque minute... personne ne connaît son destin, mais le nôtre est apparemment tracé : mourir ou périr...

Les dés sont jetés... Nous devons aller jusqu'au bout pour le recouvrement de notre dignité.

(À suivre)

Y. H.

sssy\_hananedz@yahoo.fr :

VOS RÉACTIONS ET VOS TÉMOIGNAGES SONT LES BIENVENUS.



# PETITES ANNONCES

Pour toute publicité, adressez-vous à Liberté Pub : Lotissement Ezzitoune n°15 - Oued Romane, El Achour, Alger - Tél. : 021 30 78 97 - Fax : 021 30 78 99 - [servicepubliberte@yahoo.fr](mailto:servicepubliberte@yahoo.fr)

## Carnet

### Pensée

Cela fait 40 jours que nous a quittés à jamais pour un monde meilleur notre chère mère, grand-mère et belle-mère **Mme Vve Ouzini née Aouina Ouiza**, laissant un vide immense que personne ne pourra combler. Ton fils Abdelhakim et ta fille Lamria pensent très fort à toi et demandent à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse et tendre pensée en ta mémoire. Puisse Le Tout-Puissant t'accorder Sa Sainte Miséricorde. ✠392

### Décès

Les familles Ameyar, Tolba et Lesbet ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté père et époux **Ameyar M'hamed Boualem**, survenu le 10 octobre 2013 à l'âge de 84 ans.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

*"À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."*

La famille Benslama de Souk Ahras a la douleur de faire part

du décès de **Maître Kamel Benslama**. L'enterrement aura lieu aujourd'hui samedi 12 octobre 2013 au cimetière Tagtaguia (Souk Ahras) après la prière du Dohr.

*"À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."*

La famille Ben-Mamer, parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté père et grand-père **Ben Mamer Hamou**, survenu à l'âge de 73 ans. L'enterrement aura lieu demain dimanche 13 octobre 2013 au cimetière d'Aït Hichem. *"À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."*

**NUMÉROS UTILES**

**URGENCES MÉDICALES : 115**  
 - Samu 021.23.50.50 / 021.23.77.39  
 - Centre antipoison 021.97.98.98  
 - Sûreté de wilaya 021.73.00.73  
 - Gendarmerie nationale 021.76.41.97  
 - Panne gaz 021.68.44.00  
 - Panne électricité Bérouzad 021.67.24.52  
 - Panne électricité Bologhine 021.70.93.93  
 - Panne électricité El-Harrach 021.52.43.29  
 - Panne électricité Gue de Constantine 021.83.89.49  
 - Service des eaux 021.67.50.30  
 - Protection civile 021.71.14.14  
 - Renseignements : 19  
 - Télégrammes : 13  
 - Gare routière Caroubier : 021.49.71.51/021.49.71.52/021.49.71.53 021.49.71.54  
 - Ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger. Personnes en difficulté ou en détresse : N°vert : 15-27



DANSE

AVEC LES STARS, 19h50

Parmi Tal, Alizée, Noémie Lenoir, Lætitia Milot, Laury Thilleman, Laurent Ournac, Damien Sargue, Brahim Zaibat, Titoff et Keen'V, une célébrité a quitté la semaine dernière le parquet de l'émission. Les neuf restantes, chacune guidée par son danseur professionnel attiré, continuent à s'affronter par le biais d'une danse en couple sur une chanson ou une musique interprétée par un orchestre live.



ARGO, 19h55

En 1979, la révolution fait rage en Iran. Le 4 novembre, une horde de militants envahit l'ambassade américaine et prend en otages 52 Américains, dans la panique et les cris. Six d'entre eux parviennent à s'échapper et à se réfugier au domicile de l'ambassadeur canadien. Au département d'État, à Washington, et à la CIA, c'est le branle-bas de combat. Jack O'Donnell réveille le meilleur spécialiste de l'exfiltration de la CIA, Tony Mendez, un peu désarticulé par sa séparation d'avec sa femme et l'éloignement de son fils.



KEDA OK, 20h45



Le patron d'une chaîne de télévision n'a qu'un seul souci : amasser le maximum d'argent qui est, selon lui, la source du bonheur. Toutefois, un de ses employés tente de le convaincre en lui affirmant que les relations humaines sont la base de tout... Une comédie sociale gravitant autour du rapport matériel-relations humaines...

**HÔPITAUX**

- CHU Mustapha : 021.23.55.55  
 - CHU Aït Idir : 021.97.98.00  
 - CHU Ben Aknoun : 021.91.21.63 - 021.91.21.65  
 - CHU Beni Messous : 021.93.15.50 - 021.93.15.90  
 - CHU Kouba : 021.28.33.33  
 - CHU Bab El Oued : 021.96.06.06 - 021.96.07.07  
 - CHU Bologhine : 021.95.82.24 - 021.95.85.41  
 - CPMC : 021.23.66.66  
 - HCA Aïn Naâdja : 021.54.05.05  
 - CHU El Kettar : 021.96.48.97  
 - Hôpital Tixeraine : 021.55.01.10 à 12 (standard)



N'OUBLIEZ PAS LES PAROLES, 19h45

L'animateur propose une édition spéciale de son jeu de karaoké. Il invite ainsi des personnalités à tenter de retrouver, dans la bonne humeur, les paroles manquantes de chansons célèbres. Nagui reçoit Pierre-François Martin-Laval et Arnaud Ducret, actuellement au théâtre Bobino avec leur spectacle *Spamalot*. Ils représentent Les Toiles enchantées, association qui diffuse les films du moment à des enfants hospitalisés ou handicapés.



TOUCH, 19h50



Martin dissuade Lucy de distribuer des affiches avec la photo de sa fille car il pense qu'elles pourraient attirer l'attention sur eux. Jake, qui progresse de jour en jour, fait comprendre à son père qu'il souhaite passer plus de temps avec Lucy. Ce dernier accepte et profite de cette liberté pour essayer de rencontrer Calvin Norburg, par l'intermédiaire de Vikash Nayar, dont le père a été enlevé par Aster Corps.

**COMPAGNIES AÉRIENNES**

**AIR ALGÉRIE**  
 1, place Audin 16001 Alger  
 - Tél. : +213 21.74.24.28  
 - +213 21.65.33.40  
 Réservation : 021.68.95.05  
**AIGLE AZUR**  
 Aéroport d'Alger H - B  
 - Tél. : +213 21.50.91.91  
 21.50.91.91. Poste 49.31  
**AIR FRANCE**  
 Centre des affaires, (ABC) Pins Maritimes  
 - Tél. : 021.98.04.04  
 - Fax : 021.98.04.43

**LA VIE RELIGIEUSE**

Horaires des prières  
**7 dhou el hidja 1434**  
**Samedi 12 octobre 2013**  
 Dohr..... 12h34  
 Asr..... 15h47  
 Maghreb..... 18h19  
 Icha..... 19h37  
**8 dhou el hidja 1434**  
**Dimanche 13 octobre 2013**  
 Fadjr..... 05h28  
 Chourouk..... 06h54



1783, LE PREMIER VOL DE L'HOMME, 19h50

Le 21 novembre 1783, un des plus vieux rêves de l'humanité se réalise : un ballon conçu par les frères Montgolfier s'élève dans les airs devant une foule médusée. Près de 230 ans plus tard, Guillaume de Montgolfier, un de leurs descendants, se lance un pari fou. Avec une équipe d'aérostiers passionnés, il veut construire une réplique de leur premier ballon et le faire voler dans les mêmes conditions. Un projet dont chaque étape est ici retracée, et qui donne l'occasion de revenir sur la course aux records et à l'innovation qui suivit l'exploit initial.



COMMISSAIRE MAGELLAN, 19h45



Christine, déléguée du personnel des Ateliers de confection Delcombe et entraîneuse d'une troupe de majorettes, est assassinée. La jeune femme préparait ses filles avec acharnement, en vue d'un concours régional. Magellan commence par interroger Vossier, un employé qui s'est fait licencier de l'entreprise quelques semaines plus tôt et qui a eu une altercation avec la victime la veille du meurtre. Mais le commissaire doute de sa culpabilité.

**LIBERTE**

Quotidien national d'information - Édité par la SARL - SAEC - Capital 463 000 000 DA  
 Siège social : 37, rue Larbi-Ben M'Hidi - Alger BP. 178 Alger-Gare

Directeur de la Publication-Gérant : Abrous Outoudert  
 e-mail : abrousliberte@gmail.com

Directeur de la rédaction : Mounir Boudjema

**DIRECTION ET RÉDACTION**

Lotissement Ezzitouna n° 15 Oued Roumane- El Achour - Alger  
 Tél. : (021) 30 78 47/ 48/ 49 (lignes groupées)  
 Fax (021) 31 09 09 (direction générale) - Fax : 021 30 78 70 (rédaction)

**PUBLICITÉ**

Siège Liberté Tél. : (021) 30 78 97 / Fax : (021) 30 78 99  
 ANEP 1, avenue Pasteur - Alger  
 Tél. : (021) 73 76 78 / 73 71 28 Fax : 021 73 95 59

**BUREAUX RÉGIONAUX**

**ANNABA**  
 26, rue Mohamed-Khemisti  
 Tél / Fax : (038) 86 75 68  
**CONSTANTINE**  
 36, avenue Aouati-Mostéfa  
 Rédaction :  
 Tél. : (031) 91 20 39  
 Tél./ Fax : (031) 91 23 71  
 Publicité : 39, avenue Aouati-Mostéfa  
 Tél. : (031) 92 24 50  
 Tél./ Fax : (031) 92 24 51  
**ORAN**  
 26, rue de Nancy  
 (derrière l'ex-consulat de Russie)  
 Fax : (041) 41 53 99  
 Tél. : (041) 41 53 97  
**MASCARA**  
 Maison de la Presse :  
 Rue Senouci Habib - Mascara  
 Tél. / Fax : (045) 80 36 85  
**BLIDA**  
 79, boulevard  
 Larbi-Tébessi  
 Tél. : (025) 40 84 84  
 Fax : (025) 40 85 85

**BOUMERDÈS**  
 Cité 392 Logts Bt 19 Entrée H N°1  
 Tél. / Fax : (024) 81 47 91  
**TIZI OUZOU**  
 Bâtiment Bleu - cage C  
 2e ét Tél. : (026) 22 67 13  
 Fax : (026) 22 83 83  
**BOUIRA**  
 Cité 280 logts Bt 05 2<sup>e</sup> étage  
 en face de la Wilaya  
 Tél. / Fax : (026) 93 67 06  
**BÉJAÏA**  
 Route des Aurès  
 Bt B - Appt n°2 - 1er étage  
 Tél. / Fax : (034) 21 24 09  
**TIARET**  
 Maison de la presse  
 Saim-Djillali  
 Tél. / Fax : (046) 41 66 92  
**CHLEF**  
 CIA des Fonctionnaires  
 Bt C cage M n°03  
 Tél. / Fax : (027) 77 00 17

**OUN EL-BOUAGHI**  
 Cité 1000-Logements (NASR)  
 Tél./Fax : (032) 41 12 59  
**SIDI BEL-ABBÈS**  
 Immeuble Le Garden  
 (face au jardin public) ?  
 Tél./Fax : (048) 65 16 45  
**SETIF**  
 9, rue Colonel Amirouche.  
 Tél/fax : 036 84 33 44

**PAO SARL - SAEC IMPRESSION**  
 ALDP - Simploc - Enimpor - SIA-SUD  
 DIFFUSION  
 Centre : Liberté : 021 87 77 50  
 Ouest : Liberté - Est : Sodipresse  
 Sud : Sarl TDS : 0661 24 209 10  
 AGENCE BDL 1 rue, Ali Boumendjel  
 16001 (Alger)  
 CB : 005 00107 400 229581020  
 Les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

## SA MISSION EN SYRIE L'A MISE SOUS LES FEUX DE LA RAMPE L'OIAC lauréate du Nobel de la paix 2013

■ Le prix Nobel de la paix a été attribué hier à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), une récompense en forme de piqure de rappel pour les pays, États-Unis en tête, qui n'ont toujours pas détruit leurs stocks.

"Les événements en Syrie, où des armes chimiques ont été utilisées, soulignent le besoin d'accroître les efforts pour se débarrasser de telles armes", a déclaré le président du comité Nobel norvégien, Thorbjørn Jagland. Méconnue du grand public, l'OIAC s'est imposée face à l'adolescente pakistanaise, Malala Yousafzai, qui faisait pourtant figure de favorite. Le comité Nobel ne commente jamais les raisons pour lesquelles un candidat n'est pas retenu. L'organisation basée à La Haye est sous les feux de l'actualité depuis qu'elle a été chargée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, le 28 septembre, de superviser le démantèle-

ment d'ici au 30 juin 2014 de l'imposant arsenal chimique du régime syrien de Bachar al-Assad. Fondée en 1997, elle est chargée de mettre en œuvre la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) signée le 13 janvier 1993, rare exemple de succès dans les efforts de désarmement mondial, puisqu'elle rassemble 190 pays depuis l'adhésion de la Syrie en septembre.

Seule une poignée d'États, parmi lesquels Israël et la Corée du Nord, ne l'ont pas signée ou ratifiée. "Je sais que le prix Nobel de la paix nous aidera dans les mois qui viennent à promouvoir l'universalité de la Convention", a réagi le directeur général d'OIAC, Ahmet Uzumcu, sur la télévision norvégienne NRK. M. Jagland a, au passage, égratigné les États parties qui, comme les États-Unis et la Russie, n'ont pas totalement détruit leurs stocks avant la date limite d'avril 2012.

ÉCRIVAIN CANADIENNE DE LANGUE ANGLAISE

### Alice Munro nobélisée

■ Le prix Nobel de littérature a été attribué, jeudi, à la nouvelliste canadienne de langue anglaise Alice Munro, décrite comme "la souveraine de l'art de la nouvelle contemporaine". C'est la treizième femme qui reçoit cette distinction, rappelle l'organisation. Née au Canada en 1931, Alice Munro est l'auteur d'une douzaine de recueils de nouvelles et d'un roman, traduits dans le monde entier. Ses nouvelles, ancrées dans la vie des campagnes de l'Ontario, lui ont valu d'être comparée au Russe Anton Tchekhov. Lauréate de nombreux prix, dont le Man Booker International Prize, elle a notamment publié, aux éditions de l'Olivier, *Fugitives* (2008) et *Du côté de Castle Rock* (2009) et *Trop de bonheur* en 2013. Son premier livre *La Danse des ombres heureuses* était paru en 1968. C'est la première fois en 112 ans que l'Académie suédoise récompense un auteur qui n'écrit que des nouvelles.



ATHMAN A.

EN MATCH AMICAL DISPUTÉ HIER SOIR DANS LE NOUVEAU STADE D'AGADIR : HASSANIA D'AGADIR 1 - JS KABYLIE 0

### Les Canaris s'inclinent en fin de partie

■ Dans le cadre de la cérémonie d'inauguration du nouveau stade d'Agadir, la JS Kabylie a disputé hier soir un bon match amical contre la formation locale de Hassania d'Agadir. La JSK aura fait bonne figure en première période où l'excellent attaquant camerounais, Ebossé, a failli ouvrir le score à deux reprises. D'abord, à la 13' de jeu, lorsqu'il pivota dos au but pour adresser une reprise de volée fulgurante que le gardien de but d'Agadir détourna d'une manchette spectaculaire. Puis à la 28' de jeu quand le même Ebossé écrasait un ballon rageur sur la barre transversale. Après le repos, le coach Azzedine Aït Djoudi aura profité du caractère amical de cette rencontre entre "frères amazighs" pour faire tourner au maximum son effectif puisqu'il incorporera de nombreux joueurs remplaçants tels que Messadia, Bencherifa, Chibane et autres Lamhène. Mieux encore, il fit même jouer ses trois gardiens de but Asselah puis Mazari (46') puis le jeune Amara (78'). Cela n'empêcha pas les camarades de Benlam-

ri de rivaliser de fort belle manière avec une bonne équipe d'Agadir et Messadia aurait pu ouvrir le score peu après la pause lorsqu'il adressa un tir canon sur le poteau droit marocain (56'). La partie fut très plaisante à suivre et les gars d'Agadir, littéralement portés par leur grand public, eurent le grand mérite de terminer très fort la partie pour faire la différence en fin de partie grâce à Lamatti qui profita d'une grosse hésitation de la défense kabyle pour inscrire l'unique but de la partie (78'). La JSK aurait même pu prendre un second but à la 90', mais le défenseur axial Benlamri, qui hérita du brassard de capitaine en l'absence de Rial, retenu en équipe nationale, réussit à "sauver les meubles" alors que sa cage était pratiquement vide. Au-delà du résultat du match, il est clair que cette rencontre amicale aura certainement permis à Aït Djoudi et son staff technique de procéder à une bonne revue d'effectifs avant le match choc JSK-ESS de samedi prochain à Tizi Ouzou.

MOHAMED HAOUCHINE

ÉTATS-UNIS

### Le numéro 2 du Pentagone démissionne

■ Le numéro deux du Pentagone, Ashton Carter, a démissionné de son poste, a annoncé jeudi le secrétaire à la Défense Chuck Hagel, alors que d'anciens responsables et certains médias évoquaient des tensions entre les deux hommes.

Dans un communiqué, le chef du Pentagone affirme qu'il a "accepté à contre cœur" la démission d'Ashton

Carter, lors d'un entretien jeudi. "Ash a été un secrétaire adjoint extraordinairement loyal et efficace", ajoute M. Hagel.

M. Carter avait une excellente relation professionnelle avec M. Hagel, selon eux. "Il n'y a pas de conflit" derrière cette démission, a affirmé un responsable, qui parlait sous le couvert de l'anonymat.

IL ÉTAIT CHARGÉ DES MISSILES NUCLÉAIRES

### Un général américain démis de ses fonctions

■ Le général américain Michael Carey, qui dirigeait la 20th Air Force, la division chargée des missiles nucléaires intercontinentaux, a été démis de ses fonctions pour "conduite personnelle inappropriée", a annoncé hier l'US Air Force. Michael Carey a été destitué en raison de "la perte de confiance dans son leadership et son jugement", a déclaré un porte-parole, le général Les Kodlick. Cette décision fait suite au lancement d'une enquête de l'inspection générale de l'armée de l'air, lancée il y a plusieurs mois, après des informations sur "la conduite inappropriée" du général, a-t-il ajouté. Sa destitution intervient quelques jours après celle du n°2 du centre de commandement des forces nucléaires américaines, soupçonné d'avoir utilisé de faux jetons de casino dans un établissement de l'Iowa (Centre).

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

# LIBERTE

www.liberte-algerie.com  
- www.facebook.com/JournalLiberteOfficiel  
- twitter : @JournalLiberteDZ

DILEM

AUDILEM@HOTMAIL.COM

## FIN DE LA GRÈVE DES BUS À ALGER



PUBLICITÉ

### IL TRANSPORTAIT QUELQUE 250 IMMIGRANTS AFRICAINS Naufrage d'un bateau entre Malte et la Sicile

■ Un bateau, transportant quelque 250 immigrants, a fait naufrage hier entre Malte et la Sicile, a annoncé à l'AFP un porte-parole de la marine militaire maltaise. "Nous avons dépêché nos bateaux de secours et des hélicoptères sur le site à environ 70 miles (environ 130 km) au nord de Malte. Nous disposons d'informations selon lesquelles le bateau aurait coulé et des migrants seraient à la mer", a déclaré ce responsable.

"L'opération est en cours. Les conditions de navigation sont difficiles, avec un vent fort", a-t-il ajouté. Des canots pneumatiques de secours ont été lancés depuis les hélicoptères. Selon l'agence italienne Ansa, des corps auraient

été aperçus aux abords de l'embarcation. En revanche, des dizaines de survivants ont été recueillis à bord du Libra, un bateau de la marine militaire italienne. Ce sont les immigrants qui ont donné eux-mêmes l'alerte grâce à un téléphone satellitaire. "Il s'agit d'un naufrage dans les eaux territoriales maltaises. Nous apportons notre aide aux autorités de Malte. On ne sait pas encore s'il y a des morts", a déclaré pour sa part à l'AFP Filippo Marini, commandant des gardes-côtes italien. Cet accident survient une semaine après le naufrage d'un bateau de pêche au large de l'île de Lampedusa (sud de l'Italie), le 3 octobre dernier, qui a coûté la vie à plus de 300 migrants.

LIBYE

### Ali Zeïdan qualifie son enlèvement de "tentative de coup d'État"

■ Le Premier ministre libyen Ali Zeïdan a qualifié hier son enlèvement la veille d'"une tentative de coup d'État", dans un discours à la nation retransmis par la télévision.

"Je ne pense pas que plus de 100 véhicules armés puissent boucler un quartier à la circulation, sans qu'un ordre ait été donné (...) Ceci est une tentative de coup d'État contre la légitimité", a-t-il déclaré.

GRANDE-BRETAGNE

### Première distribution alimentaire de la Croix-Rouge depuis 1945

■ La Croix-Rouge a annoncé hier la distribution, cet hiver, d'aide alimentaire au Royaume-Uni, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en raison de la crise économique et du nombre élevé de pauvres qu'elle a engendrée. Des volontaires de la Croix-Rouge vont se rendre dans 2 000 supermarchés du pays, le dernier week-end de novembre, pour demander aux clients de donner des denrées non périssables comme des pâtes et des boîtes de conserve. La nourriture sera ensuite distribuée par deux organisations britanniques, FareShare et Trussell Trust, aux familles dans le besoin au Royaume-Uni, a précisé la Croix-Rouge britannique, qui fait partie du mouvement international de la Croix-Rouge internationale. La Croix-Rouge a décidé d'agir compte tenu du "besoin croissant" lié à la pauvreté alimentaire, a expliqué Juliet Mountford, qui travaille pour l'organisation au Royaume-Uni.